



CONSEIL MUNICIPAL

Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Mercredi 26 Octobre 2022** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT



CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU MERCREDI 26 OCTOBRE 2022 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Mercredi 26 Octobre 2022, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 20 Octobre 2022, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents (26) : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration (7) :

Mme BERANGER Agnès : procuration à Mme PRUVOT Brigitte
M. BONIFACE Didier : procuration à M. POULAIN Bernard
Mme THUILLEZ Martine : procuration à Mme TRIOUX-COURBET Sandrine
Mme PLUCHART Claudine : procuration à Mme MATON Audrey
M. BALEDENT Matthieu : procuration à M. BRICOUT Frédéric
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane
M. COLLIN Denis : procuration à Mme NAVEZ Patricia

Membre absent (0) :

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : « *Alors Messieurs, Dames, bien le bonsoir! Alors nous allons procéder à l'appel de ce conseil municipal du 26 octobre. »*

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Monsieur le Maire : « *Alors Messieurs, Dames, nous avons donc une question sur table, alors la SICOS va faire des travaux prochainement, donc vous savez qu'elle a une activité qui fonctionne bien, on ne peut que s'en réjouir. Alors, pour ne pas perturber trop son activité, elle a demandé à une entreprise d'intervenir chez elle un dimanche, donc voilà, on va vous demander de bien vouloir accepter le travail dominical pour cette entreprise, mais la SICOS nous a dit qu'elle allait mettre à disposition 6 agents volontaires pour accompagner et guider cette entreprise, donc un dimanche, donc c'est la raison de cette question sur table donc je vous propose, je la soumetts à votre acceptation, Madame ETHUIN, c'est pas pour vous ? Monsieur BAJODEK ? Madame DESREUMAUX ? Merci. »*

1. APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 SEPTEMBRE 2022

Procès verbal distribué le 12/10/2022

Monsieur le Maire : *« Alors Messieurs, Dames donc, premier point de l'ordre du jour, c'est l'acceptation du procès verbal de notre séance du conseil municipal du 22 septembre 2022. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

1 ABSTENTION : M. BAJODEK

1 CONTRE : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

2. SUBVENTION CDAD

Madame Patricia NAVEZ, Conseillère Municipale, expose :

Le Point d'Accès au Droit est un lieu d'accueil gratuit permettant d'apporter aux personnes ayant à faire face à des problèmes juridiques ou administratifs une information de proximité sur leurs droits et/ou devoirs.

Une convention de partenariat a été signée le 28 juin 2013 entre la Ville de Caudry et le Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord – CDAD entraînant le versement d'une subvention annuelle.

La permanence « avocat » a lieu le premier lundi de chaque mois, la permanence « notaire » est quant à elle programmée 1fois/trimestre. Ces permanences sont dispensées par les avocats du barreau de Cambrai et les notaires.

Madame NAVEZ rappelle que :

* la convention de partenariat prévoit dans son article 5, un apport financier de la commune au CDAD du Nord qui pourra être révisable chaque année à la hausse ou à la baisse sur la base des activités développées.

* la ville avait versé, en 2021, une subvention de 1 600 € en fonction du nombre de permanences réellement tenues.

* durant l'année 2022 le nombre de permanences honorées a été de 8 sur les 15 programmées (deux restent à venir en Novembre et Décembre).

Ceci étant exposé, Madame NAVEZ propose au Conseil Municipal :

- d'attribuer au CDAD du Nord, pour l'année 2022, une subvention calculée au prorata des permanences réellement tenues et correspondant à un montant de 1 350 euros.

Monsieur le Maire : *« Merci Patricia, bon Messieurs, Dames, vous connaissez ça par cœur, un beau service pour nos habitants caudrésien, des professionnels de la justice mis à leur disposition, voilà donc on vous propose d'accepter le versement d'une subvention au prorata de leurs interventions. »*

Madame DESREUMAUX : *« Oui, excusez-moi. Est-ce qu'on pourrait avoir le motif pour lequel les permanences ne sont pas honorées par les avocats? Est-ce que c'est par manque de personnes qui s'inscrivent à la consultation ? Est-ce que ... ? »*

Madame VANNIER : *« Alors, les permanences sont toujours complètes, mais il nous arrive fréquemment qu'on ait un désistement de dernière minute donc l'ordre des avocats nous appelle*

en nous disant l'avocat prévu ne viendra pas, pour des raisons qu'on ne connaît pas, mais nous, en général, on fait le plein de ces permanences donc on reporte avec les usagers. »

Madame DESREUMAUX : *« Alors on voit bien que le service, est très important pour la population, est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer qu'il y ait réellement des reports qui soient faits, en tout cas une date qui puisse venir remplacer celle qui n'est pas assurée par l'avocat ou le notaire, qui est là à ce moment-là pour justement avoir le nombre de permanences qui est proposé sur l'année. Et j'ai aussi une autre question, on me parle, à la fin qu'il reste encore deux permanences à honorer. Donc du coup, la subvention qui est versée, c'est au titre des 10 permanences ou seulement sur les 8 qui sont déjà honorées ? »*

Monsieur le Maire : *« Donc, Madame VANNIER, la première question est-ce que vous proposez... »*

Madame VANNIER : *« Alors on reporte à chaque fois, on reporte de toute façon, mais là, ce n'est pas nous qui décidons, c'est les avocats et ça sera reporté sur la permanence suivante. Il y a également une permanence qui est faite le samedi matin au château de Selles, au tribunal, mais ça, c'est pour les personnes non imposables en fait. Donc on arrive toujours à trouver des solutions et aussi par téléphone parfois, on peut aussi régler le problème par téléphone. »*

Madame DESREUMAUX : *« Je vous remercie des réponses à ces questions. »*

Monsieur le Maire : *« Donc là on est bien d'accord, c'est 10 sur 15 qui vont avoir lieu sur un an. OK, très bien merci. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

3. ADHÉSION DE LA COMMUNE D'ESCAUDŒUVRES AU SIVU MURS MITOYENS DU CAMBRÉSIS – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal, expose que :

Par courrier du 30 Septembre 2022, Monsieur Daniel POTEAU, Président du SIVU Murs Mitoyens du Cambrésis a adressé à la commune la délibération du comité syndical en date du 29 Septembre 2022 relative à l'approbation de l'adhésion de la commune d'Escaudoeuvres au sein du SIVU à compter du 1^{er} Janvier 2023.

La commune d'Escaudoeuvres figurait parmi les 4 communes ayant conservé l'instruction de leurs dossiers d'autorisation d'urbanisme.

Conformément à la réglementation (article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales), les conseils municipaux des communes membres disposent d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur cette adhésion. A défaut de réponse, leur avis sera réputé favorable.

En conséquence, Monsieur BAUDOUX invite le Conseil Municipal à se prononcer favorablement sur l'adhésion de la commune d'Escaudoeuvres au sein du SIVU Murs Mitoyens du Cambrésis.

Monsieur le Maire : *« OK, bon ça on connaît par cœur également, nouvelle adhésion, donc nous sommes sollicités par rapport à l'adhésion d'Escaudœuvres. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

Monsieur le Maire : « Oui, je vois Céline qui est éblouie. Messieurs, Dames, pour information, on a relampé, c'est le bon terme, relampé la salle du conseil municipal avec des LED mais qui éclairent peut être un peu plus fort encore qu'avant. Voilà, mais bon, qui consomme beaucoup, beaucoup moins. Donc tout ça, c'est du LED. »

4. BONS SENIORS – DEUX NOUVELLES CONDITIONS

Madame TRIoux, Adjointe au commerce expose qu'en date du jeudi 10 juin 2021, les membres du conseil municipal fixaient à 38 € le montant du bon senior offert par la ville de Caudry pour les fêtes de fin d'année à chaque senior caudrésien répondant aux critères suivants :

- être âgé de 65 ans et plus
- être domicilié depuis plus d'un an à Caudry

Dans le cadre de la politique de soutien au petit commerce, ce bon ne peut être dépensé que :
* dans les commerces et enseignes commerciales inférieures à 400 m² (les commerçants ambulants du marché hebdomadaire et les grandes surfaces ne sont pas autorisées à les encaisser).

Il convient aussi de rajouter deux conditions supplémentaires :

- * le bon doit être dépensé avant le 31 décembre de l'année d'attribution sinon il devient caduc.
- * la date limite de dépôt des demandes de remboursement des bons seniors par les commerçants est fixée au 1^{er} mars de l'année suivante. Toutes les factures doivent être transmises avant cette date. Au-delà de celle-ci, les factures seront rejetées.

Monsieur le Maire : « Très bien. Bon, c'est clair, vous avez compris que c'était pour des questions administratives, pour ne pas traîner dans le temps. »

Monsieur BAJODEK : « Est-ce qu'il est envisagé de revaloriser ce bon senior parce que ce ne serait pas une mauvaise chose et puis, je ne pense pas que ce soit quelque chose qui pèserait lourd sur les finances communales. Est-ce qu'à moyen terme, l'année prochaine, ou ... il y a une réflexion autour de ça actuellement ? »

Madame MATON : « Alors il avait été revalorisé en 2021 justement, il était à 35, on l'a revalorisé à 38. Voilà, donc il y aura une réflexion l'année prochaine, mais bon là, cette année, on n'a pas revalorisé. »

Monsieur le Maire : « Oui. C'est bon. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice Relations publiques, Événementiel, Vie économique locale, Emploi

Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022

5. CONVENTION DE GESTION POUR LE SUIVI DU DISPOSITIF D'AUTORISATION PRÉALABLE AUX TRAVAUX DE DIVISER DITE « PERMIS DE DIVISER » ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CAUDRÉSIS-CATÉSIS ET LA VILLE DE CAUDRY SUR LE TERRITOIRE DE CETTE DERNIÈRE

Madame Martine DAUCHET, Conseillère Municipale, expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 relative à l'Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové (ALUR),

Vu la loi du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L126-16 à L126-22, portant sur l'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R423-70-1 et R425-15-2,

Vu le décret n°2017-1431 du 3 octobre 2017 relatif à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec la procédure de « permis de diviser »,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique dite « ELAN » qui a instauré un dispositif d'autorisation préalable des travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un logement existant,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2016-179 du 21 décembre 2016 approuvant le PLH 2016-2022,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5216-5, I, 3 °) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, des compétences et notamment, en matière d'équilibre social de L'habitat, le Programme Local de L'Habitat,

Vu les demandes de la ville de Caudry et du Cateau-Cambrésis, sollicitant la mise en place de l'autorisation préalable des travaux de division conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant sur leur commune respective,

Vu la délibération cadre du Conseil communautaire n°2022-19 du 14 mars 2022 portant sur le lancement de la mise en place de l'Autorisation Préalable aux Travaux de Diviser,

Vu la délibération de la CA2C du 6 Juillet 2022 portant sur les modalités de mise en œuvre de l'autorisation préalable aux travaux de diviser sur la Communauté d'agglomération du Caudrésis Catésis,

Vu la convention de gestion pour le suivi du dispositif d'autorisation préalable aux travaux de diviser dite « permis de diviser » entre la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis et la ville de Caudry (en annexe),

Madame DAUCHET rappelle que la CA2C, compétente en matière d'habitat a mis en œuvre le « permis de diviser » issu de la loi ALUR instaurant le dispositif d'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de locaux d'habitation dans un immeuble existant.

Luttant depuis de nombreuses années avec les agents de la Police Municipale contre toutes formes d'habitat indigne au moyen de la convention CAF et du « Permis de louer », la commune de Caudry entend adhérer à ce nouveau dispositif sur l'ensemble de son territoire.

Pour ce faire, Madame DAUCHET propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de gestion pour le suivi du dispositif d'autorisation dite « Permis de diviser » à intervenir avec la CA2C.

Les obligations de la ville de Caudry en matière de mise à disposition de moyens et ressources humaines notamment, figurent à l'article 3 de ladite convention.

Monsieur le Maire : « *Merci Martine. Chef, vous pouvez nous parler un petit peu de vos missions par rapport au permis de diviser ?* »

Monsieur TOUZARD : « *Bonsoir, donc effectivement ce projet, ce dispositif qui est soutenu par la CA2C va nous permettre en amont de vérifier si le bâtiment par lui-même peut être divisé tout en proposant du logement décent à la population. Donc la demande est faite auprès des services techniques de la ville et ensuite nous faisons un contrôle sur place avec les futurs acquéreurs, avec des personnels du service technique et on vérifie en fonction de la volonté de l'acquéreur, si les logements qu'il veut créer vont correspondre au décret décence.* »

Monsieur le Maire : « *Et s'il a le nombre de places de parking privé nécessaires ?* »

Monsieur TOUZARD : « *Oui, alors ça, ça rentre dans le PLU, donc effectivement, nous avons les places de parking qui étaient déjà prévues par le Plan Local d'Urbanisme et aujourd'hui, avec ce permis de diviser, on va pouvoir également y inclure tout ce qui correspond aux règles de décence et c'est ce qui est très important, surtout pour l'aménagement de combles pour voir si, sans modification de charpente, on peut faire des logements avec des hauteurs de plafond plus que raisonnables.* »

Monsieur le Maire : « *Très bien merci chef.* »

Madame DESREUMAUX : « *Alors ce permis est une très bonne idée, une très bonne initiative. C'est bien, mais en réalité, en matière de transition écologique et de transition énergétique, on parle souvent de transport, de production électrique renouvelable ou d'alimentation mais un secteur est souvent oublié, c'est bien celui du bâtiment et de l'habitat. C'est pourtant à ce jour le premier poste d'émission de CO2 dont l'empreinte carbone des Français est la première, devant le transport et l'alimentation, c'est donc un enjeu fondamental pour la transition vers une société durable. En France et Caudry n'y déroge pas, de nombreux logements sont loin d'être aux normes acceptables en matière d'isolation et d'efficacité énergétique, ce qui entraîne une forte augmentation qui, pour le coup, est inutile de nos consommations énergétiques et donc de nos émissions de CO2. Beaucoup de bâtiments sont des passoires énergétiques et ça se ressent sur les factures d'électricité et de gaz. On le sait, le réchauffement climatique accroît les inégalités sociales et cela prend encore plus de sens à l'heure où le gouvernement nous demande de baisser le chauffage et d'économiser l'énergie. L'avenir des villes pour la transition écologique, c'est la rénovation. Il faut de vraies politiques publiques, un vrai volontarisme et je suis consciente qu'il faut convaincre financièrement et psychologiquement, mais la majorité des citoyens ne sont pas informés des enjeux de la rénovation, ils ne connaissent ni les mécanismes d'aides ni les professionnels à qui s'adresser. Il faudrait donc ajouter à cette mesure, qui est vraiment une très, très bonne chose pour notre communauté d'agglomération et notre ville, l'obligation pour les bailleurs d'effectuer la rénovation énergétique pour pouvoir louer. D'autant plus que des aides existent et c'est aussi à la mairie, aux pouvoirs publics, que d'accompagner les bailleurs dans cette démarche. Excusez-moi, je n'ai pas terminé mes propos. Alors c'est bien, mais il faut aller plus loin, surtout quand vous voulez vous faire passer pour le plus écolo des maires de l'arrondissement et peut être même des maires de droite. Je vous remercie.* »

Monsieur le Maire : « *Encore une attaque personnelle, c'est pas bien, pathétique, c'est pas grave.* »

Madame DESREUMAUX : « *Vous n'êtes pas de droite ? Vous n'êtes pas le maire le plus écolo des maires de droite ?* »

Monsieur le Maire : « *Je ne sais pas, vous on ne sait pas où vous êtes, si vous êtes socialiste, écolo, on ne sait pas vraiment. Moi non, je suis du centre, Madame. Mon parti c'est Caudry, Madame, contrairement à vous, voilà.* »

Madame DESREUMAUX : « *Ah bon alors pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi vous nous mettez des*

lettres de Mr Darmanin ? Pourquoi? Pourquoi dès que vous pouvez vous nous.... »

Monsieur le Maire : « ... ce n'est pas le débat ... »

Madame DESREUMAUX : « ... exposez que vous êtes un homme de droite ? Soyez, soyez cohérent. »

Monsieur le Maire : « Ce n'est pas le débat Madame et puis alors si j'étais de droite, je serais de droite, Madame, quel est le problème ? Ce n'est vraiment pas le sujet de ce soir, mais bon, bref... »

Madame DESREUMAUX : « ... C'est votre posture pseudo écologique qui est un peu compliquée. »

Monsieur le Maire : « Oui bon, c'est vous qui le dites, MADame. Moi j'ai fait construire, pour information Madame, j'ai fait construire il y a 17 ans, vous pouvez venir vérifier quand vous voulez, j'ai fait construire une maison il y a 17 ans et j'ai un chauffe eau solaire et j'ai une cuve de récupération d'eau de pluie, Madame, donc renseignez-vous un petit peu avant de parler. »

Madame DESREUMAUX : « Mais Monsieur... »

Monsieur le Maire : « Bon, c'est tout. »

Madame DESREUMAUX : « Monsieur, en aucun cas j'ai parlé de votre propre situation personnelle, je vous parle de votre politique Monsieur. »

Monsieur le Maire : « Et bah écoutez, oui c'est bien, continuez à appliquer la vôtre de politique, moi j'applique la mienne avec mes collègues et ça se passe très bien. »

Madame DESREUMAUX : « Ou pas. »

Monsieur le Maire : « Monsieur MERLIN. »

Monsieur MERLIN : « Oui, alors bonsoir, pour répondre à madame DESREUMAUX... »

Monsieur le Maire : « ... Et puis, simplement madame DESREUMAUX, je vais recommencer, mais s'il vous plaît, respectez un petit peu le choix des Caudrésiens, je vous rappelle le score des dernières municipales, nous sommes passés au premier tour avec 65 %, vous avez fait 5,15 % des voix Madame, vous êtes ici au bénéfice de 7 voix. Je pense que vous pouvez dire merci à la Covid déjà, parce que sans la Covid vous n'auriez certainement pas été élue, donc Madame, s'il vous plaît, balayez devant votre porte. »

Madame DESREUMAUX : « Mais Monsieur, soyez au moins respectueux des personnes qui ont voté pour moi et qui sont très heureux que je sois ici autour de cette table. Et de même, je vous retourne le compliment parce que s'il n'y avait pas eu la Covid, vous n'auriez certainement pas eu le score que vous avez eu non plus. »

Monsieur le Maire : « Oui, 63 ou 64, peut être plus. Allez Monsieur MERLIN, donc expliquez à Madame DESREUMAUX ce que vous êtes en train de faire. »

Monsieur MERLIN : « Alors, pour répondre, dans le cadre de la mise en place du dispositif Petite Ville de Demain, là, nous sommes en train de rassembler toutes les informations sur les aides et il y en a effectivement beaucoup, afin de les mettre et porter à connaissance des citoyens qui souhaiteraient s'engager dans une démarche de rénovation de leur logement. Ça peut être de l'isolation, ça peut être un remplacement d'une chaudière, ça peut être beaucoup de chose. En parallèle, nous attendons donc la signature de notre Opération de Revitalisation du Territoire qui permettra de faire intervenir l'Anah, notamment sur le centre-ville, pour proposer un accompagnement aux gens qui le souhaitent, aux propriétaires qui soient occupants ou bailleurs, pour rénover leur logement, donc on attend avec impatience effectivement, cette aide qui sera bienvenue. »

Madame DESREUMAUX : « Bien je vous remercie et je vois que vous travaillez dans le bon sens. »

Monsieur MERLIN : « *Merci.* »

Monsieur le Maire : « *Voilà et une nouvelle fois heureusement Madame DESREUMAUX, nous n'avons pas attendu après vous pour agir. Voilà.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

6. COLLÈGE JEAN MONNET CAUDRY – DEMANDE DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES POUR VOYAGES SCOLAIRES EN ANGLETERRE ET EN ESPAGNE

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

Dans des récents courriers, deux enseignantes du collège Jean Monnet de Caudry informent Monsieur le Maire de leur volonté d'organiser deux voyages scolaires à l'étranger dans le but d'offrir une ouverture culturelle aux élèves.

- Le premier, un voyage de 5 jours à Londres sera proposé aux élèves de 5^{ème} et 4^{ème}. Le coût par enfant est estimé à 400 €.
- Le second est un séjour à Barcelone proposé aux élèves de 3^{ème} et le coût est estimé à 450 € par enfant.

Plusieurs actions seront mises en place par l'équipe pédagogique afin de réduire le coût de ces séjours.

Compte tenu de l'intérêt pédagogique de ces voyages, Monsieur HISBERGUE propose au Conseil Municipal :

- d'attribuer deux subventions de 500 € pour participer au financement de ces 2 voyages.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget en cours.

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci Antoine. Pour votre parfaite information, cela concerne 32 élèves caudrésiens pour les deux voyages.* »

Madame DESREUMAUX : « *Très bien, je vous remercie. Donc en réalité, si on fait un rapide calcul, on est à plus ou moins 8 € par enfant. Pardon ? OK, sincèrement, c'est parce que je ne veux pas m'opposer à l'organisation de ce voyage que je ne voterai pas contre, mais avouez que c'est quand même peu pour prendre soin des jeunes de notre ville. En réalité, c'est une aide au voyage pédagogique que la Ville devrait mettre en place. En tout cas, s'atteler à mettre en place. A l'image, par exemple, de ce que peut faire la ville de Puteaux. Et alors? Même si c'est le département, pourquoi, à partir du moment où la ville est sollicitée pour donner une aide, pourquoi est ce que la ville ne pourrait pas aller plus loin que cette aide de 8 € par enfant ? Donc je reprends mon propos. Donc, à l'image de ce que fait la ville de Puteaux, ce dispositif permet d'accorder une participation financière aux familles Putéoliennes, donc pour l'exemple, dont les enfants partent en voyage pédagogique, donc cette aide est donnée une fois par an, organisé par les collèges ou les lycées, avec pour seules conditions résider à Puteaux, être scolarisé au collège ou au lycée. Avec ceci, si le coût individuel du séjour est inférieur à 150 €, l'aide versée est égale à 50 % du prix du séjour payé par la famille. Si le coût du séjour est supérieur à 150 €, l'aide est de 50 % du prix du séjour jusqu'à 150, puis de 10 % par tranche supérieure. Alors certainement, la grille doit être ajustée en fonction de la réalité caudrésienne, mais il serait à mon avis intéressant de créer un groupe de travail en ce sens afin de ne pas laisser nos lycéens, nos collégiens sur le bord de la route. Je vous remercie.* »

Monsieur HISBERGUE : « *Juste une petite parenthèse, je ne connais pas la marque de votre calculatrice, mais 8 € par enfant, ça ne fait pas le calcul. Le calcul 1000 divisé par 32, ça fait 31,25 €.* »

Monsieur le Maire : « *Oui, effectivement on pourrait le faire, mais bon Puteaux, c'est une ville de 45 000 habitants qui est dans la banlieue de Nanterre donc voilà une ville qui a certainement des moyens importants. On contribue à notre niveau, je pense que c'est important. On n'est vraiment pas obligé de le faire, je pense que toutes les communes ne le font pas. Et puis après, je voudrais rappeler tout ce qu'on fait quand même les classes de neige, on aurait pu être lâche et dire il y a une année, on n'a pas pu le faire, on ne rattrape pas, on a rattrapé, on participe à un taux important sur les classes de neige. On met en place, et là je félicite Dominique CHMIELEWSKI, des voyages à l'étranger. On met en place donc des actions en terme de jumelage qui sont importantes puisqu'on part régulièrement, et on va encore le faire avec des jeunes Caudrésiens en Pologne et en Allemagne et puis qu'on est en train de développer les échanges. Mais effectivement, on pourrait le faire plus haut mais je pense qu'on est déjà bien content de le faire à ce niveau. Voilà.* »

Madame DESREUMAUX : « *Excusez-moi juste en réponse. Alors pourquoi dites-vous que vous avez économisé 5 millions d'euros l'année dernière sur le budget de l'année dernière? Pourquoi nous dites-vous que l'on peut donner 40 000 € pour faire un jeu dans la ville dont on ne sait toujours pas l'évaluation de ce jeu ? Pourquoi est ce qu'on a acheté des panneaux d'affichage électrique qui aujourd'hui ne sont plus guère que des panneaux qui sont des supports à la communication papier ? Donc voilà, l'argent, en réalité on en a, mais par contre vous les mettez pas dans les bons postes.* »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : « *Oui, je sais, non mais après il faut relativiser parce que c'est bien gentil, après, on peut faire du clientélisme comme le font les gens de gauche comme Madame DESREUMAUX, ça il n'y a pas de souci, mais ce n'est pas le but aujourd'hui. Nous, on est là pour bien gérer la commune. Alors les panneaux, Dominique, ils avaient quel âge ?* »

Monsieur FAUQUEMBERGUE : « *17 ans* »

Monsieur le Maire : « *17 ans, voilà donc Madame DESREUMAUX nous parle d'un investissement, il y a 17 ans.* »

Madame DESREUMAUX : « *OK.* »

Monsieur le Maire : « *Effectivement, alors les panneaux je ne sais pas si vous avez des panneaux qui sont garantis 100 ans, bah allez-y, on va les acheter Madame DESREUMAUX, mais bon, des panneaux en extérieur, des panneaux électriques sous la pluie, bon ça dure un certain temps, 17 ans, je pense que c'est déjà pas mal.* »

Madame DESREUMAUX : « *Et les 40 000 € de jeux, on en est où ?* »

Monsieur le Maire : « *Les 40 000 € de jeux, ils fonctionnent très bien Madame, et je veux...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Elle est où l'évaluation ?* »

Monsieur le Maire : « *... et je vous rappelle gentiment Madame, que c'est pour mettre en valeur le patrimoine caudrésien, si ça vous embête, qu'on mette en valeur le patrimoine caudrésien, il faut le dire. Ce jeu explique aux Caudrésiens l'intérêt de la basilique, etc donc voilà, après c'est notre choix. Mais après, vous pouvez critiquer ce que vous voulez, des fois, nous dire qu'on fait rien, puis des fois nous dire qu'on en fait trop. Bon, après Madame, je ne sais pas si vous savez, mais nous, on est là pour gérer le budget et le budget, il y a des choses qui vont nous arriver, comme l'explosion des prix de l'électricité qu'il va falloir maîtriser, on va devoir, et c'est une bonne chose pour eux, réévaluer le point d'indice des fonctionnaires, il va falloir réévaluer les catégories C, donc Madame, effectivement, on peut donner à tout va et puis aller dans le mur. Bon, nous on a beau avoir de l'argent, on gère ça comme il faut et je pense que le fait de participer à hauteur de 1 000 € quand même, c'est un beau geste. Voilà.* »

Madame MERY-DUEZ : « *Moi je voudrais juste rajouter que ce fameux sac aventure jeux n'a pas coûté à la ville 40 000 € puisque nous avons bénéficié d'une subvention de la moitié par les fonds européens, donc déjà, que ce jeu c'est pour la culture, le patrimoine, je pensais que vous étiez une adepte du monde de la culture et de valoriser quand même notre savoir-faire d'excellence qui est la dentelle. Je vous engage vivement si vous n'avez jamais fait ce jeu à le faire puisque les retours sont toujours très positifs, ça plaît énormément aux familles, aux petits enfants, aux enfants, donc je vous engage à le faire. Et puis simplement, c'est un jeu qui va également durer dans le temps. Ce n'est pas quelque chose qu'on va jeter, ça va être immuable dans le temps. Et on a vendu, si vous voulez savoir les évaluations, le Covid est là, comme dans beaucoup de manifestations et d'animations, on est quand même à peu près, à la première année, on a eu 57 sacs et 55 sacs, mais on n'est pas là à vouloir les gaspiller, c'est pas le but du jeu de plus en avoir parce que quand on en aura plus, il faudra en refaire. Donc c'est quand même quelque chose qui va durer dans le temps et qui valorise notre patrimoine caudrésien. Voilà ce que je voulais ajouter. »*

Madame DESREUMAUX : « *Alors, de rappeler que le tourisme est une compétence intercommunale et que s'il y avait un objet à travailler, ça aurait été au niveau de l'office de tourisme dans sa volonté intercommunale d'une part. Donc quand même, 54 sacs de jeux à 20 000 €, ça me semble quand même énorme, bon, ça c'est autre chose. Maintenant, je reviens aussi sur une chose Monsieur BRICOUT, vous n'êtes pas... »*

Monsieur le Maire : « *.. Monsieur le Maire, s'il vous plaît ... »*

Madame DESREUMAUX : « *... Vous n'êtes pas, vous et votre père n'avez pas été adeptes du clientélisme ? »*

Madame MERY-DUEZ : « *Moi ce que je peux rajouter sur les sacs, excusez-moi, mais si nous n'avions, ... vous parlez de l'office de tourisme du Cambrésis et cet office de tourisme qui regroupe les 3 anciens offices de tourisme Cambrai et Le Cateau, Caudry, n'avait pas la possibilité de bénéficier des fonds européens, donc de toute façon, elle ne pouvait pas le faire, c'était nous à Caudry, quand même on n'est quand même pas si bête que ça à profiter de cette opportunité et d'ailleurs, je peux vous dire qu'ils ont participé quand même à nos réunions d'élaboration de sacs et ça leur a permis de faire des copier coller pour d'autres musées et d'autres associations. Donc ça aurait été vraiment ridicule de ne pas profiter de cette opportunité qui ravit les enfants et les parents. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien merci. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

7. DÉFILÉ SPECTACLE HAUTE-COUTURE ON AURA TOUT VU – MUSÉE DE CAUDRY DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère Municipale, expose :

Le musée de Caudry a organisé le 8 octobre 2022 un défilé événement Haute-Couture sur le site d'une entreprise dentellière à Caudry avec le collectif de créateurs parisiens On Aura Tout Vu, en écho à l'exposition temporaire *Rebelles Dentelles* présentée au musée jusqu'au 24 décembre 2022. Ce collectif, connu dans le monde du spectacle (ses deux créateurs habillent entre autres Beyoncé, Lady Gaga ou encore Madonna) allie un style très audacieux et respect des techniques les plus élaborées de couture et broderie main et utilise depuis ses débuts la dentelle Leavers produite à Caudry.

Le musée et son association souhaitent ainsi rendre accessible à tous un véritable défilé haute-couture et restituer aux publics (artisans des manufactures, habitants de Caudry et au-delà), le fruit du savoir-faire dentellier du territoire. L'événement était gratuit sur réservation. Un

aftershow en présence des deux créateurs était accordé aux officiels et partenaires afin de favoriser échanges et connexions.

Ce défilé spectacle a porté un véritable coup de projecteur sur le Cambrésis et le Nord, cette maison de couture étant très en vogue dans le cercle de la mode et extrêmement connue à l'international.

Le spectacle fut grandiose, salué tant par le public que par les médias.

Pour permettre de concrétiser ce projet d'envergure, déjà soutenu par la DRAC Hauts-de-France, plusieurs subventions publiques (Région, Département) ont été sollicitées et une campagne de mécénat auprès de partenaires privés a été engagée (cf budget ci-joint).

Cependant afin d'assurer l'équilibre de cet événement, l'association du Musée Caudrésien des Dentelles et Broderies a sollicité la ville en vue du versement d'une subvention exceptionnelle de 8 500 €.

En conséquence, Madame CAILLAUX :

- propose au Conseil Municipal de répondre favorablement à cette demande et d'accorder une subvention exceptionnelle de 8 500 € à l'association du Musée Caudrésien des Dentelles et Broderies.

En cas d'accord, les crédits seront inscrits au BP de l'exercice 2022 – article 6574 par prélèvement sur le chapitre 022 – Dépenses imprévues.

Monsieur le Maire : « *Oui, je voulais publiquement féliciter donc Katell et toute l'équipe du musée qui ont vraiment porté à bout de bras ce projet, bravo! Il faut rendre à ces dames l'honneur qui leur revient. Bravo à vous parce que je sais que ça a été beaucoup de stress, c'était effectivement grandiose, beaucoup d'entre vous étaient là ce soir là, c'était vraiment magnifique. Ça a mis un gros coup de projecteur sur notre dentelle qui commence à récupérer un peu de couleur parce qu'elle a vécu des moments difficiles donc notre dentelle commence à retrouver ses lettres de noblesse tout doucement et c'était important de les soutenir et puis franchement, un coup de projecteur sur la ville de Caudry et sur le savoir faire ancestral de Caudry c'était quelque chose qui était vraiment important. Donc merci à Katell, à toute son équipe, à tous les services de la commune qui ont participé parce que c'était vraiment quelque chose qui a été fait en grande partie en régie. Et puis merci aux deux créateurs qui ont accepté de, je pense qu'il y a peu de villes de notre taille qui ont la chance d'avoir des créateurs internationaux qui les choisissent pour faire un défilé digne de la Fashion Week, voilà, donc on est très très fiers et on les remercie et je les ai beaucoup appréciés parce que je disais quand ils étaient venus faire leur exposition au musée, moi, je les avais rencontrés, donc deux créateurs qui font, qui produisent régulièrement des robes à 300 000, 400 000, 500 000, 1 million d'euros, que je rencontre en toile bleue, en train de mettre en peinture leur propre exposition au musée de Caudry, je peux vous dire que c'est la classe. Katell, un petit mot ? »*

Madame PALIX : « *Merci, merci à vous, merci, c'est vrai que c'était plaisant pour l'équipe et tous les bénévoles et puis, c'était un travail d'équipe, vraiment pour aboutir à ce résultat. C'était plusieurs mois de travail. Et puis, non, vraiment, c'était important de restituer le savoir-faire ici, puisque c'est ici que la dentelle se fait, ça, c'était vraiment ce qu'on souhaitait faire. Ça s'est fait dans une très bonne ambiance en plus, en coulisses, je peux vous dire que le collectif de créateurs et les équipes étaient très détendus, très professionnels, mais en même temps, ils envoyaient énormément, ça travaillait vraiment intensément en coulisses. Et pour le sujet et la question qui nous occupe, je tiens à préciser aussi que ce projet là, on a souhaité le faire mais d'entrée de jeu, on a voulu chercher des financements extérieurs parce qu'on savait que ça allait être un certain budget donc tout de suite on a cherché des financements, donc la DRAC déjà, qui était la première à répondre présente puisqu'on a eu 9 400 € au titre de l'été culturel 2022, et ensuite on a déposé très vite des dossiers, donc après la Région, le Département, la CA2C et tout de suite aussi lancer une campagne de mécénat et donc on a pu récolter 8 500 € de mécénat, on a fait plusieurs présentations. Aujourd'hui, la subvention que l'on demande, c'est le résultat de ces différentes collectes de financement, de campagnes de financement. Effectivement, là, pour équilibrer, on aura quand même besoin de 8 500 € de la collectivité sur un budget total de 43 400 €, donc voilà. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien, sachant que Katell, je ne sais pas si tu as vu, mais on a reçu un courrier de Xavier Bertrand, la réponse qui nous dit qu'il transmet à son vice-président, bon peut être, on aura également en plus une subvention de la Région. Mais bon, quand la DRAC vous accompagne, ça veut tout dire. La DRAC, en ce moment, n'a pas trop d'argent, mais ça veut dire que c'était vraiment un évènement qu'il fallait accompagner.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

1 ABSTENTION : M. BAJODEK

*Affaire suivie par Madame PALIX, Directrice du Musée des Dentelles et Broderies
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

8. DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT – ASSOCIATION DU MUSÉE CAUDRÉSIE DES DENTELLES ET BRODERIES

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, indique que la présentation du dossier de demande de subvention de fonctionnement de l'association du musée, initialement prévue au printemps a dû être différée.

Pour rappel, l'association contribue avec la Ville au fonctionnement du musée selon les principes liés à l'appellation musée de France qui implique les missions suivantes : « *conserver, restaurer, étudier et enrichir les collections, rendre ces collections accessibles au public le plus large, concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture, contribuer aux progrès de la recherche ainsi qu'à leur diffusion.* »

Dans ce cadre, la mission de conservation, d'étude, d'acquisition et d'enrichissement des collections est assurée par la Ville qui est propriétaire des collections. L'association a pour mission d'assurer la production des expositions temporaires et des événements (Journées du patrimoine, Nuit des musées, etc.) et peut en outre être porteuse de projets culturels. Elle a également en charge la gestion de la boutique.

Pour l'année 2022, le budget de fonctionnement de l'association du musée s'élève à 146 000 €. Parmi les spécificités du budget 2022, on souligne l'importance du mécénat avec la construction d'une offre pérenne et le lancement de deux campagnes de mécénat pour permettre la réalisation d'expositions et projets (dont le défilé-événement de la maison de Haute Couture On Aura Tout Vu) ainsi que la recherche de subventions publiques (DRAC et collectivités locales).

Dans ce contexte, la subvention demandée à la Ville s'élève à 21 000 €, ce qui représente 14,3 % du budget global du musée. Pour mémoire, la subvention accordée en 2019 – année de référence avant Covid – était de 20 000 €.

Aussi, suite à l'avis favorable de la commission culture-patrimoine du 18 Octobre 2022, Madame DEMARQUE propose au Conseil Municipal :

- l'octroi de la subvention annuelle de fonctionnement sollicitée par l'association du musée à hauteur de 21 000 €.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au budget primitif de l'année 2022 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Merci Ophélie, donc une subvention qu'on vote régulièrement, elle était de 23 000 € en 2019 et donc la commission culture patrimoine nous demande de bien vouloir nous positionner pour une subvention cette année de 21 000 €.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

1 ABSTENTION : M. BAJODEK

*Affaire suivie par Madame PALIX, Directrice du Musée des Dentelles et Broderies
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

9. AMICALE DES RETRAITÉS MUNICIPAUX – DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire, rappelle que la subvention accordée à l'Amicale des retraités municipaux s'élève en 2022 à 20 000 € dont 10 000 € avaient été versés à titre d'avance en 2021.

Monsieur le Maire a reçu le Président de l'association, Monsieur Predhomme qui a exposé les difficultés qu'il aura pour équilibrer son budget annuel, en particulier en raison de l'augmentation des prix d'achat des prestations et colis offerts à ses adhérents.

Le budget qu'il a communiqué présente pour l'année un déficit de 4 998,72 €.

Afin de faire face à cette situation, Madame RICHOMME :

- propose au Conseil Municipal d'accorder une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'amicale des retraités municipaux.

Pour mémoire la subvention annuelle de 2019 (année de référence avant COVID-19) s'était élevée à 23 000 €.

En cas d'accord, les crédits seront prélevés au chapitre 022 pour être inscrits au chapitre 65 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Messieurs, Dames, c'est bon pour vous ?* »

Madame ETHUIN : « *Oui, je veux juste bien comprendre. Dans le premier paragraphe, on nous explique que les 10 000 premiers euros ont été versés en avance en 2021. Je voulais d'abord savoir est ce que c'est classique parce qu'il me semble qu'il y a une paire aussi d'associations où on fait souvent des avances sur l'année précédente, donc est ce que c'est du classique ou est ce que c'était exceptionnel, sachant quand même que ce soit 2020 ou 2021 où on était malheureusement en période de Covid et donc que beaucoup de sorties ou de dépenses n'ont pas pu être faites dues à la situation sanitaire. Voilà donc je voudrais comprendre, parce que c'est vrai que 2020, 2021, ils ont eu aussi 20 000 € ou bien on leur avait supprimé la moitié de leurs subventions ?* »

Monsieur le Maire : « *Ils avaient renoncé. On l'avait annoncé. Ils avaient renoncé à leur subvention parce qu'ils n'avaient pas d'activité.* »

Madame ETHUIN : « *Pas du tout ?* »

Monsieur le Maire : « *Pas de voyage.* »

Madame ETHUIN : « *Rien ? Zéro ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui.* »

Madame ETHUIN : « *D'accord, donc c'est bon de le rappeler ça. D'accord.* »

Madame MATON : « *Après, ils s'étaient engagés sur un voyage sur 2022, ils avaient demandé une avance de 10 000 €, les voyages ont pu reprendre.* »

Madame ETHUIN : « *D'accord.* »

Monsieur le Maire : « *Et donc ils ont malheureusement de grosses difficultés à mobiliser, mobiliser les gens donc ils font des bus pour faire des voyages, les bus ne sont malheureusement pas remplis donc ils ne rentrent pas dans leurs sous.* »

Madame ETHUIN : « *Il y a toujours la crainte, la crainte du Covid, ça on est clair et puis... il y a la crainte et il y a aussi le fait que les gens sont restés deux ans chez eux et que ça soit le bénévolat, d'ailleurs, en souffre aussi beaucoup, les bénévoles ont quasiment disparu, chacun a changé sa façon de vivre et ça devient compliqué de refaire sortir les gens. Ça, c'est clair.* »

Monsieur le Maire : « *Oui, c'est vrai que dans le monde associatif, il y a beaucoup, beaucoup après, la Covid ont décidé d'arrêter.* »

Madame ETHUIN : « *ça a fait beaucoup de mal. D'accord, Merci pour vos réponses.* »

Monsieur BAJODEK : « *Dans leur budget, je ne vois pas apparaître l'éventuelle cotisation à Plurelya, qui est-ce qui la supporte ?* »

Monsieur le Maire : « *A Plurelya ?* »

Madame BACCOUT : « *La ville en supporte une partie et chacun des retraités...* »

Monsieur BAJODEK : « *... Donc vous cotisez également pour les retraités de la ville directement sur le budget principal de la commune.* »

Monsieur le Maire : « *Oui.* »

Monsieur BAJODEK : « *D'accord.* »

Madame RICHOMME : « *On a 130.* »

Monsieur BAJODEK : « *Oui, ça j'ai entendu, tu l'as déjà dit, je te remercie et en plus je ne suis pas loin. Donc simplement, je ne vais pas plus développer, mais de la même façon je m'abstiendrai pour cette subvention.* »

Monsieur le Maire : « *D'accord, très bien.* »

Madame ETHUIN : « *Moi je m'abstiens, je m'abstiens à chaque fois.* »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
2 ABSTENTIONS : MME DISDIER - M. BAJODEK**

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

**10. PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT EN CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE
POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ**

Monsieur José DEUDON, Conseiller Municipal, expose :

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Vu le décret n° 2022-586 du 20/04/2022 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique modifiant l'article 8 du décret n° 85-1148 du 24/10/1985

Monsieur DEUDON informe le Conseil Municipal qu'afin de faire face à un accroissement temporaire d'activité aux services techniques, il convient de recruter un agent contractuel pour une durée de 3 mois renouvelables une fois par reconduction expresse.

Monsieur DEUDON propose la création :

- à compter du 1er novembre 2022 d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'Adjoint Administratif relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet.

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 mois renouvelables une fois.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice majoré 352 du grade de recrutement.

Monsieur DEUDON demande donc au Conseil :

- d'autoriser la création de cet emploi non permanent,
- d'autoriser la rémunération de l'agent aux conditions exposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir ;

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'exercice en cours.

Monsieur le Maire : « Bon, donc, pour votre parfaite information, ça concerne donc les services techniques, le service de Dominique FAUQUEMBERGUE, donc, une agente a demandé à rejoindre une mairie en tant que secrétaire de mairie donc c'est un jeu de chaises musicales et en fait, c'est pour venir faire l'accueil des services techniques, ce poste, voilà? »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

11. AVENANT – MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE CAUDRY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, expose :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners gratuits, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

L'objectif du dispositif est double :

- il doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires;
- un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

La priorité est donnée aux territoires prioritaires et/ou en difficulté sociale : Réseau d'Éducation Prioritaire (REP), REP +, Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), territoires ruraux socialement défavorisés...

Pour mémoire, par délibération du 22 septembre 2021, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Batisse et Laite pour l'année scolaire 2021-2022.

Attentive au bon développement de l'enfant, à sa réussite et à sa santé, la Ville de Caudry, pour l'année scolaire 2022/2023 souhaite poursuivre ce dispositif au sein de l'école Jean Lebas pour les classes de grande section (41 élèves à ce jour).

Pour rappel, des petits déjeuners seront servis, pendant le temps scolaire, aux élèves des classes concernées, une fois par semaine, à compter du jeudi 10 novembre 2022.

Le présent avenant définit la contribution financière versée par l'État, au titre de la participation à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » assurée par la Ville de Caudry.

La participation de l'Etat est calculée sur la base d'un forfait d' 1,30 € par élève et par petit déjeuner. Il n'y aura aucun reste à charge pour les familles.

Dans ce cadre, Monsieur MARIN propose au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports l'avenant de renouvellement du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Jean-Lebas pour l'année scolaire 2022-2023;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

Monsieur MARIN : *« Sachant qu'hier soir, nous avons eu une commission enseignement où il nous a été rapporté par son vice-président Antoine HISBERGUE, que l'opération avait eu un franc succès, l'école Batisse et Laïte l'année dernière, auprès des enfants, des parents et les enseignants également. Et également que l'école Jean Lebas a souhaité que cela se fasse plutôt le vendredi matin que jeudi donc la demande a été faite et acceptée. »*

Monsieur HISBERGUE : *« C'est juste dérogatoire pour certains vendredis où les écoles ne peuvent pas prendre le petit déjeuner. »*

Monsieur le Maire : *« OK donc effectivement, une belle opération qui a été faite l'année dernière à l'école Batisse et Laïte et qu'on se propose de mettre en place à l'école Jean Lebas. »*

Madame DESREUMAUX : *« Donc cette année, il n'y aura pas de petit déjeuner à l'école Batisse et Laïte ? »*

Monsieur le Maire : *« Non, ce sera à Jean Lebas. »*

Madame DESREUMAUX : *« D'accord. Alors, chers collègues, souvenez-vous, l'année dernière, en réponse à mes nombreuses interrogations et à la position que je tenais et qui est toujours la mienne aujourd'hui, vous nous promettiez une année d'expérimentation avant de déployer le principe de la distribution du petit déjeuner à l'ensemble des écoles de la commune. Un an plus tard, on repart à zéro et en plus, on joue au jeu des chaises musicales, les chaises musicales du petit déjeuner. Cette année, c'est une autre école qui est concernée où seul 41 enfants et encore une seule fois par semaine auront le droit de se nourrir correctement le matin. J'y vois là un certain cynisme dans une commune où on dénombre 30 % de pauvreté. Un petit déjeuner équilibré et on le sait tous, c'est mettre les enfants dans de bonnes conditions pour apprendre et s'épanouir dans un environnement qui prend soin de lui. L'école est l'une des clés de la lutte contre la délinquance et la pauvreté. Alors, Monsieur Marin nous a donné quelques mots du retour de l'expérimentation de l'année dernière et je suis très heureuse d'apprendre que ce retour est positif. Mais en réalité, soit ça fonctionne et comme vous l'avez dit l'année dernière, on étend à minima à toutes les classes des écoles situées en ZEP ou alors ça ne fonctionne pas du tout et dans ce cas-là, on ne s'encombre pas de ce petit déjeuner. A priori, je pense qu'on pourrait pencher sur la première solution. Dans tous les cas, il faut arrêter, il faut arrêter de faire de l'opportunisme et de la communication politique sur le dos de nos enfants. Alors l'année dernière, nous avons fait le calcul avec mon secrétaire de section, Sébastien DEBOSSE, environ en 2018, parce qu'on avait pris une année qui précédait le Covid, on avait dénombré 1 600 écoliers, 4 jours par semaine, non pas un seul jour par semaine, sur 27 semaines, on en a déduit les aides de l'État et environ le coût aurait pu être de l'ordre entre 100 000 et 130 000 €, c'est à dire 0,76 % du budget de fonctionnement de la commune. Alors, à titre de comparaison, en 2019, sur cette même année, le budget fêtes et cérémonies, c'était 295 000 € et le budget réception 80 000 €, alors je pense, je pense sincèrement que l'on peut faire plus et on peut faire mieux en direction de la jeunesse et de nos enfants. »*

Monsieur le Maire : *« Alors malheureusement, Madame, on ne peut pas mettre tous vos rêves en marche... »*

Madame DESREUMAUX : « ... Je vous laisserai, je vous laisserai le "en marche"... »

Monsieur le Maire : « ... S'il vous plaît, vous vous êtes exprimés, c'est à moi de m'exprimer. Vous dites que je suis de droite, je peux dire que vous êtes "en marche", même si ce n'est pas ce que j'ai dit mais ce que vous avez compris. On ne va pas faire du Bedos ce soir, quand même... »

Madame DESREUMAUX : « ... Je vous mets au défi de trouver plus à gauche que moi autour de cette table. »

Monsieur le Maire : « Bah écoutez, Monsieur CHMIELEWSKI, il est plus à gauche que vous, Marc DEVIENNE aussi est plus à gauche que vous, Yves MARIN... Allez...non bon, il faut quand même savoir qu'effectivement si on pouvait claquer des doigts et puis mettre en place une action comme ça, ce serait magnifique mais déjà il faut que les directeurs d'école ou les directrices d'école soient d'accord, ce qui n'est pas toujours le cas. Et puis après, il y a toute une logistique, il faut du personnel, il faut que ce personnel soit disponible, d'accord pour le faire. Donc ce n'est pas aussi facile que ça, Madame. »

Madame DESREUMAUX : « Encore une fois, ce n'est pas votre faute. »

Monsieur HISBERGUE : « C'est pas une question de faute. »

Monsieur le Maire : « Madame, je vais vous rappeler quand même qu'on n'a aucune obligation de le faire. Voilà. Si on veut, on ne le fait pas du tout et on est tranquille. »

Monsieur HISBERGUE : « Je peux apporter quelques précisions. Déjà, juste, les ZEP n'existent plus depuis 1997, juste une précision. Alors pour le petit déjeuner à l'école, il y a une petite précision, on en a parlé hier en réunion et je l'ajoute puisque Madame DESREUMAUX n'est pas au courant du côté positif et du côté négatif, c'est parce qu'en fait, ça prend aussi énormément de temps sur le temps scolaire. Donc le côté positif, effectivement, on apprend aux enfants à déjeuner correctement mais sachez que, à la base, les enfants mangent chez eux. Ce n'est pas une obligation de la mairie. Il est vrai que ça prend énormément de temps. Théoriquement, on met ça sur un 1/4 d'heure à 30 minutes, ça s'étale beaucoup plus largement pendant le temps scolaire et ce n'est pas forcément bien perçu par les supérieurs des écoles donc ce n'est pas une question de responsabilité du maire ou des élus où qui que ce soit. Là, on essaye sur une école, ça a bien fonctionné, on essaye sur une autre école qui n'est pas REP mais qui est assimilée REP puisqu'ils sont accompagnés par le contrat local d'accompagnement, on essaye sur un autre secteur. Après ce n'est pas parce que ça fonctionne dans une école que cela va fonctionner correctement dans une autre école donc on est encore en phase de test donc je ne comprends pas vos arguments deux francs six sous. Voilà, après la critique pour la critique, ça ne fait avancer en rien, une fois de plus vous critiquez, vous ne proposez rien en contrepartie, c'est bien beau de faire des calculs, mais sauf que vous calculez à moitié, une fois de plus vous avez un problème de calculatrice, Madame DESREUMAUX, deuxième fois sur la soirée, ça fait beaucoup. Parce qu'effectivement, si on prend pendant le temps scolaire, le personnel enseignant peut donner un coup de main, hors temps scolaire, il y a des coûts supplémentaires, ce n'est pas un simple calcul de autant d'élèves par autant de petits déjeuners, il y a les frais du personnel et en plus, dans les temps qui courent, ça ferait chauffer des bâtiments avant l'accueil des enfants, donc ça engendrerait beaucoup plus de coûts que les calculs que vous nous avez fait très raccourcis. »

Madame DESREUMAUX : « Monsieur HISBERGUE pour vous répondre avec 30 % de pauvreté, je ne suis pas certaine que tous les enfants de la ville ont à manger chez eux le matin, d'une part. D'autre part, pour revenir à la question précédente 54 élèves, plus 36 pour l'autre, 34 divisé par 1 000 euros. »

Monsieur HISBERGUE : « 32 élèves au total chez moi, ça fait, 1000 / 32. »

Madame DESREUMAUX : « Alors expliquez-moi ce courrier de Madame Frattini et ce courrier de Madame Jullian où on m'explique qu'il y a 54 élèves d'un côté et qu'il y a apparemment 34 élèves de l'autre. »

Monsieur HISBERGUE : « *On parle des caudrésiens pas des extérieurs.* »

Madame DESREUMAUX : « *Dans tous les cas. Et alors? Et alors, on est dans un dans une communauté d'agglomération? Enfin, attendez...* »

Monsieur le Maire : « *... Madame, on a assez discuter.... on va passer....* »

Madame DESREUMAUX : « *Attendez, alors là, faut arrêter Monsieur BRICOUT, parce que la dernière fois, la dernière fois, ...* »

Monsieur le Maire : « *... Madame, attendez c'est pas vous qui décidez ici...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Attendez, la dernière fois, vous avez laissé Monsieur COLLIN s'exprimer, s'exprimer, s'exprimer, moi, je suis là, j'expose et j'explique et contrairement à ce que me dit Monsieur...* »

Monsieur le Maire : « *... arrêtez Madame, vous êtes pathétique...* »

Madame DESREUMAUX : « *... à ce que me dit Monsieur HISBERGUE...* »

Monsieur le Maire : « *... arrêtez de vous victimiser...* »

Madame DESREUMAUX : « *.. je ne fais que des propositions...* »

Monsieur le Maire : « *... on va prendre le total de vos interventions Madame, vous parlez 10 fois plus que les autres...* »

Madame DESREUMAUX : « *... ce n'est pas vrai Monsieur, ce n'est pas vrai...* »

Monsieur le Maire : « *... Madame ETHUIN n'a quasiment pas parlé...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Comment ça je soule tout le monde ? Mais arrêtez vos propos...* »

Monsieur le Maire : « *... oui vous soulez tout le monde, je vous le dis...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Arrêtez vos propos...* »

Monsieur le Maire : « *... Non, j'arrête pas mes propos Madame...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Vos propos malpolis. De toute façon, vous me traitez avec le même mépris que vous m'avez traitée samedi matin et ça, je ne l'ai pas oublié Monsieur.* »

Monsieur le Maire : « *Samedi matin ? Ah bon ? Bah écoutez, déjà c'est pas dans le conseil municipal et je n'ai pas souvenir de vous avoir traitée... Voilà... encore une affabulation de votre part mais c'est pas grave.* »

Madame DESREUMAUX : « *Mais forcément je suis une femme, donc forcément je fabule.* »

Monsieur le Maire : « *Oui c'est bien Madame, continuez, continuez, riez bien. Tout le monde vous voit rire, c'est bien, bravo et même votre papa rigole, il est content, c'est bien.* »

Madame DESREUMAUX : « *Non, non, alors là, vous allez retirer tout de suite que vous avez dit et vous laissez mon père tranquille.* »

Monsieur le Maire : « *Votre père il faudrait qu'il arrête de me regarder en se moquant de moi et puis je le laisserai tranquille parce qu'il est du même niveau que vous, hein?* »

Madame DESREUMAUX : « *Donc il doit avoir un niveau très élevé.* »

Monsieur le Maire : « *Oui, je sais ça Madame. Très bien. Donc Messieurs, Dames, on vous demande de vous prononcer s'il vous plaît.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice Générale Adjointe
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

Madame ETHUIN : « Excusez-moi Monsieur le Maire, je vais me permettre, mais Monsieur BAJODEK a essayé de parler x fois et ça devient vraiment insupportable le conseil municipal. Total, il a laissé tomber, il ne s'exprime pas, ça devient franchement pénible... »

Monsieur le Maire : « Bah oui... »

Madame ETHUIN : « ... ces conseils municipaux, cette ambiance et tout ça. Franchement, j'en ai ras le bol, à chaque fois qu'il y a conseil municipal je me pose la question de savoir si je vais venir ou pas. »

Madame DESREUMAUX : « Mais ne venez plus Madame ETHUIN. »

Madame ETHUIN : « Madame DESREUMAUX, s'il vous plaît, déjà la dernière fois, vous m'avez agressée littéralement sans aucune raison, vous êtes insupportable Madame, et effectivement, votre petit sourire narquois, c'est insupportable ! Vous vous étonnez qu'on vous respecte pas, mais la première chose c'est de respecter les autres quand on veut être respecté soi-même. »

Madame DESREUMAUX : « Encore une fois, je vois le soutien de ce conseil municipal au Front national. »

Monsieur HISBERGUE : « Encore un raccourci. »

Monsieur le Maire : « Oui, c'est ça, c'est ça., tout à fait. »

Propos inaudibles dans la salle

Monsieur le Maire : « Oui, c'est vrai mais les gens sont déjà assez bien en forme si on leur donne à manger en plus avant... »

Monsieur DOYER : « Si être de gauche, c'est être ainsi, mais où va t'on ? ça suffit, quand même, on travaille et puis c'est tout. »

Monsieur le Maire : « OK, donc c'est bon. »

12. CONVENTION RELATIVE À LA CRÉATION D'UNE ÉCLUSE ET À SON ENTRETIEN ULTÉRIEUR

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

La présente convention entre le Département du Nord et la Ville de Caudry a pour objet de préciser les conditions d'occupation du domaine public routier départemental et de définir les modalités techniques, administratives et financières relatives à la création d'une écluse et à son entretien ultérieur RD 16A dite rue de la République entre les PR0+0000 et PR1+0513.

Elle précise les obligations de la commune en matière d'exploitation et d'entretien ainsi que les responsabilités des deux parties.

La convention est jointe en annexe.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu cet exposé :

- **DÉCIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention n° CONV 22 RD 16A CAUD ECLUSE 224

Monsieur le Maire : « *Merci Colonel. Donc une belle réalisation, je pense que tout le monde l'a noté, l'écluse rue de la République qui a son effet et fait que la vitesse est largement réduite donc on se doit de passer une convention avec le département pour l'entretenir parce qu'il y aura quelques entretiens à faire dessus.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

13. ATTRIBUTION DES PRIX AUX LAURÉATS DU CONCOURS COMMUNAL DES MAISONS FLEURIES POUR L'ANNÉE 2022

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, expose à l'Assemblée que, comme chaque année, la Ville de CAUDRY a organisé son concours des maisons fleuries.

Elle propose l'attribution des Prix suivants :

1^{ère} CATEGORIE : Maison avec jardin très visible de la rue

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	AMEYE Léon	26 rue Henri Bracq	4 fleurs	120,00 €
2eme	LERNON Yvon	309 rue Aristide Briand	3 fleurs	100,00 €
3eme	DE KINDERS Marie-Flore	18 rue des Pins	2 fleurs	80,00 €
4eme	PORET Vincent	63 rue de Ligny	2 fleurs	70,00 €
5eme	DENHEZ Martine	22 rue Henri Bracq	2 fleurs	60,00 €
5eme	DENIMAL Marie-Christine	209 rue de la République	2 fleurs	60,00 €
7eme	MONTAY René et Elisabeth	10 rue Molière	1 fleur	30,00 €
8eme	TAMBOISE Antoinette	11 rue des Bouleaux	1 fleur	30,00 €

Total 1^{ère} catégorie : 550 €

2^{ème} CATEGORIE : Maison avec jardin

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	EGO André	35 rue Molière	3 fleurs	110,00 €
2eme	PREDHOMME Daniel	19 rue de la République	2 fleurs	90,00 €
3eme	RUFFIN Daniel	16 rue Molière	2 fleurs	80,00 €
4eme	QUIEVREUX Marie-France	53 rue Fénelon	1 fleur	60,00 €
5eme	LOUCHART Véronique	173 rue de la République	1 fleur	50,00 €
6eme	LOCATELLI Evelyne	26 rue Molière	/	30,00 €

Total 2^{ème} catégorie : 420 €

3^{ème} CATEGORIE : Fenêtres et Façades

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	DUBRUNQUEZ Micheline	6 rue des frères Tofflin	2 fleurs	100,00 €
2eme	LEMAIRE Christian	51 rue Auguste Marliot	2 fleurs	90,00 €
3eme	BENOIT Marie-Claire et Gérard	23 rue de Venise	1 fleur	70,00 €
4eme	TROUILLEZ André	29 rue Edison	1 fleur	60,00 €
5eme	DE NEVE Marie-France	123 rue de Bruxelles	/	40,00 €

Total 3^{ème} catégorie : 360 €

4^{ème} CATEGORIE :Balcons et terrasses

Place	nom	adresse	Niveau	Récompense
1er	CROATTO Lidia	3/1 résidence Dunant	/	60,00 €

Total 4^{ème} catégorie : 60€

5^{ème} CATEGORIE : Cours fleuries

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	BELOT Nadine	97 rue Delattre de Tassigny	2 fleurs	100,00 €
2eme	COURBET Dany	36 rue Camille Guérin	2 fleurs	90,00 €
3eme	PLOUQUET Elodie	38 rue Camille Guérin	1 fleur	70,00 €
4eme	COURBET Karine	23 rue Albert Camus	1 fleur	60,00 €
5eme	DOMISE Freddy	55 rue de Cambrai	/	40,00 €
6eme	DRONSART Daniel	21 rue Stéphenson	/	30,00 €
7eme	PERU Colette	17 rue Fénelon	/	2 tickets de cinéma

Total 5^{ème} catégorie : 390 €

Mentions spéciales :

Pour l'année 2022, il est proposé de ne pas attribuer de prix spéciaux : coups de cœur et encouragements.

Les prix seront remis sous forme de plusieurs bons d'une valeur de 20 ou 30 euros à dépenser dans les commerces Caudrésiens.

La dépense totale, soit la somme de MILLE SEPT CENT QUATRE VINGTS EUROS (1 780 €), sera prélevée sur les crédits inscrits au chapitre 6714 – fonction 024 du budget de l'année 2023.

Monsieur le Maire : « C'est bon Messieurs, Dames ? Donc bravo à la commission de Sandrine pour ce travail et puis c'est pas toujours évident de mobiliser les Caudrésiens parce que fleurir, les fleurs aujourd'hui, ça coûte cher, les prix augmentent un peu comme tout, ça demande du travail, etc et puis je les remercie sincèrement, parce que le fleurissement des maisons a également contribué à l'obtention de notre quatrième fleur dont nous sommes tous très fiers, je l'espère, c'est vrai que je félicite encore une fois, les services de la Ville, parce que nous sommes la 276^e commune sur 35 000 en France à obtenir la quatrième fleur. Je vous propose même de les applaudir, d'applaudir nos agents pour le travail qui a été fait. Merci. »

Monsieur BAJODEK : « Je voulais simplement savoir, il y a des catégories façades, balcons, etc en somme, combien de maisons participent à ce concours ? »

Madame TRIOUX : « *Tous ceux qui sont indiqués. »*

Monsieur BAJODEK : « *C'est à dire que dès que quelqu'un participe, il y a un lot ? »*

Madame TRIOUX : « *Voilà, tous ceux qui ont participé sont inscrits dans les tableaux. »*

Monsieur BAJODEK : « *Donc en fait, il n'y a pas énormément de personnes finalement qui y participent. Qui plus est, il y en a certains qui peuvent être sur balcon, terrasse et aussi sur les cours. Et il y a un désamour par rapport à ce concours là où ça a toujours été à peu près le même type de participation, indépendamment du fait que ça doit coûter cher de fleurir sa maison. »*

Madame TRIOUX : « *Il y en a un peu moins. Je pense que c'est lié justement au coût, mais aussi toujours pareil à la Covid, les gens vivent différemment aussi mais sinon, Marion, il y en a 5 - 6 en moins peut-être ? »*

Madame MUTEZ : « *Alors il y en a quelques uns en moins, on a réussi à raccrocher des participants de 2017 2018. Il faut savoir que c'est souvent des retraités et aujourd'hui, il y a aussi beaucoup de retraités qui s'absentent au mois de mai et juin pour profiter de la saison et que, du coup, ces personnes, on a tendance peut être un petit peu plus que d'habitude, à les perdre aussi dans la participation du concours. Ensuite, on a des anciens, on a quand même une fidélisation des participants avec des personnes qui tombent malades, enfin des soucis familiaux qui font qu'effectivement c'est beaucoup plus difficile de les associer, on essaie de relancer les participants régulièrement. »*

Monsieur BAJODEK : « *Est-ce que l'introduction, par exemple, d'une nouvelle catégorie qui serait peut-être plus accessible, je ne sais pas des vélos fleuris ou des choses comme ça, comme ça se faisait dans le temps, ça pourrait peut-être permettre d'avoir une frange de la population qui serait de fait intéressée par ça ou alors carrément une autre évolution, parce que c'est vrai que ça fait partie vraiment des meubles, c'est presque une tradition que les concours des maisons fleuries dans les collectivités, mais c'est vrai que je m'étonne un petit peu que sur 14 500 habitants qu'effectivement qu'il n'y ait pas énormément de participation. »*

Madame TRIOUX : « *Je pense qu'en ville, c'est aussi plus difficile de mobiliser les gens. Dans les villages, les vélos fleuris, ça pourrait plaire plus facilement. Maintenant, on peut lancer, on peut le faire, on peut le proposer. »*

Monsieur POULAIN : « *Après, c'est comme les maisons illuminées, il y a des gens qui ont des très beaux....mais ils ne s'inscrivent pas, ça ne les intéresse pas, ils font ça pour leurs enfants, leurs petits enfants, pour eux mais quand on leur dit pourquoi vous vous êtes pas inscrits ? Non... »*

Monsieur BAJODEK : « *On ne peut pas les inscrire d'office ? »*

Monsieur POULAIN : « *Ah non, parce que justement, avant, il y a eu une certaine année qu'on, suivant notre parcours, on inscrivait, on donnait des bons de consolation à ceux qui étaient inscrits mais on a eu un retour négatif parce que où on ne passait pas, les gens disaient nous c'est illuminé et on n'a rien eu, donc il faudrait passer dans toutes les rues de Caudry. »*

Monsieur le Maire : « *Donc il y a plein de gens qui ne participent pas en fait, c'est ça. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame MUTEZ, Responsable Environnement et Aménagement Urbain.

Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022

14. RESTAURATION COLLECTIVE DES ÉCOLES PRIMAIRES – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, expose :

Depuis le 1^{er} septembre 2022, la Ville de Caudry a mis en place la vente de tickets pour les repas pris au sein des restaurants scolaires.

Cependant, ce système étant défaillant, une modification du mode de fonctionnement de la restauration collective va être effectuée à compter du lundi 07 novembre 2022.

La solution la plus adaptée semble de réaliser une facture mensuelle dans l'attente de relancer un marché d'acquisition d'un logiciel métier et d'un portail famille associé et de conclure avec un nouveau prestataire.

Aussi, il convient de réviser le règlement intérieur, adopté par l'assemblée, le 23 juin 2022.

Madame DEMARQUE propose :

- d'approuver les modifications et de valider le règlement intérieur du service de restauration collective à destination des parents.

Monsieur le Maire : *« Alors effectivement, on a eu des problèmes, il faut le reconnaître, on a eu des problèmes avec notre logiciel de réservation des tickets de restaurants scolaires et le centre aéré également, donc ce logiciel sur le papier, il était bien, finalement, il y a beaucoup de choses qu'il devait faire, qu'il ne fait pas donc on est au tribunal avec le prestataire. Donc on est ensuite repassé à des ventes de tickets mais là, c'est compliqué pour les parents. On se rend compte, on a fait différentes réunions avec les directeurs d'école, les enseignants, etc et on se rend compte que beaucoup de parents oublient de mettre les tickets de cantine et donc on est revenu à une facturation mensuelle au repas pris. Voilà. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice Générale Adjointe
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

Monsieur le Maire : *« Et une information parce qu'on vous doit cette information, on a relancé le marché de la restauration scolaire, donc c'est exactement le même prestataire, c'est exactement la même prestation que dans l'ancien marché et le marché est de 84 000 € par an supérieur, exactement le même prestataire, exactement la même prestation, 84 000 € en plus par an. Vous imaginez. »*

Monsieur BAJODEK : *« Monsieur le Maire, ils disent souvent que la hausse, parce qu'on a tous à peu près constaté une chose comme ça en renouvelant nos marchés qu'elle était en partie due justement aux obligations tirées de la loi EGalim, donc, on ne peut peut-être pas tout à fait dire même prestation, encore que vous avez un fonctionnement différent que la cuisine centrale et autre, mais voilà, peut être simplement l'inflation parce que du coup, enfin, je ne sais pas si on peut le dire en séance de conseil, le prix d'achat du repas, il est à combien? »*

Monsieur le Maire : *« Là on était un peu plus de 10 €. »*

Madame BACCOUT : *« Non, le prix d'achat est inférieur. »*

Monsieur le Maire : *« Non, mais pour nous ? »*

Madame BACCOUT : *« Pour la collectivité, oui, ça revient... »*

Monsieur BAJODEK : « Oui, après si on fait le calcul de coût, effectivement ça s'envole, ne serait ce que les énergies et tout ça. »

Monsieur le Maire : « Et après on vend 3,50 € ce qu'on achète 10, voilà et alors et malheureusement après on a aussi beaucoup, beaucoup de gaspillage... »

Monsieur BAJODEK : « ... là encore, qu'est-ce qu'on pourrait faire par rapport à ça? Parce que c'est délicat, on ne peut pas le donner aux associations, enfin il y a toujours un peu le problème. Il y a quand même des gens qui meurent de faim et à côté de ça, on a un gaspillage alimentaire qui est horrible. »

Monsieur le Maire : « Ah oui, tout à fait, c'est un truc de fou. Et là, c'est vrai que c'est bien fait ce qu'on fait, ça part d'un bon sentiment, on veut leur faire manger, colorer, etc, beaucoup de verdure, de légumes, mais les gamins ne sont pas habitués. Malheureusement pour beaucoup c'est nuggets, potatoes, etc, beaucoup c'est biberon céréales encore pour les plus jeunes... »

Monsieur BAJODEK : « La journée sans viande et les repas végétariens, ça doit être aussi, vous devez avoir aussi pas mal de choses qui sont jetées non ? »

Monsieur le Maire : « J'y vais régulièrement avec Martine et j'hallucine quoi! Et après même on pourrait le donner à la production animale, avant ça se faisait, les cochons... »

Monsieur BAJODEK : « Je ne comprends même pas qu'autour de ça, il n'y a pas une réflexion, une association qui s'empare du sujet pour essayer trouver quelque chose parce que c'est vrai que là, pour le coup... »

Monsieur le Maire : « ... c'est l'État, les services vétérinaires qui disent voilà, non, on ne peut plus faire ça, c'est dommage. Mais c'est vrai que ça fait mal au cœur parce qu'après ça part à l'incinérateur. Alors peut-être qu'avec les ensembles de méthanisation, ça sera, au moins on pourra récupérer et puis voilà, ça ne sera pas, ça ne sera plus, on n'utilisera plus de l'énergie pour incinérer les déchets de nourriture et puis par contre on les récupérera pour faire du méthane. »

15. HORAIRES D'EXTINCTION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Monsieur Dominique CHMIELEWSKI, Conseiller Municipal, expose que lors de la réunion de la conférence des Maires de la CA2C du 21 Septembre 2022, la question relative aux dépenses énergétiques a de nouveau été abordée.

Les élus présents sont convenus de mettre en place des mesures favorisant les économies d'énergie afin de faire face aux augmentations tarifaires sur le gaz et l'électricité, chacun dans sa collectivité.

En ce qui concerne l'éclairage public, il a été proposé la prolongation de la coupure d'éclairage public dans la nuit du vendredi au samedi, ce qui représente sur une année une économie de 312 heures.

Monsieur CHMIELEWSKI rappelle que par délibération du 17 Mars 2022, le Conseil Municipal a décidé que l'éclairage public serait éteint sur la commune de 23h à 4h du dimanche au vendredi matin.

L'extinction de l'éclairage nocturne du vendredi au samedi éviterait à la commune une dépense supplémentaire estimée à 27 000 €.

Toutefois, Monsieur CHMIELEWSKI propose au Conseil Municipal :

- de ne pas recourir à cette extinction de l'éclairage public dans la nuit du vendredi au samedi et d'acter que cette mesure entraînera un ajustement complémentaire de 27 000 € en déduction de l'attribution de compensation versée par la CA2C.

Monsieur le Maire : « *Mais bon, Messieurs, Dames, vous l'avez compris c'est pour nos commerçants, forcément, on a très très peu de restaurants ouverts la semaine donc ils peuvent faire leur chiffre en grande partie le vendredi et le samedi et donc les pénaliser en éteignant l'éclairage public à 23h ça aurait été encore un coup dur alors donc on a décidé et on a eu l'unanimité du conseil communautaire, nous avons décidé de conserver l'éclairage public dans la nuit de vendredi à samedi.* »

Madame ETHUIN : « *Je n'ai pas très bien compris, donc là cette... (propos inaudibles)* »

Monsieur le Maire : « *... parce qu'en fait, les autres communes ont décidé de ne pas allumer le vendredi, les autres communes de la CA2C, c'est de l'éclairage public, c'est communautaire.* »

Madame ETHUIN : « *Oui, oui, je sais bien, mais on avait déjà effectivement voté au mois de mars, enfin moi, personnellement, j'étais intervenu en disant que j'étais contre de toute façon, l'extinction des lumières pendant la nuit pour une question de sécurité, mais la première fois qu'on l'avait voté, c'était quoi du lundi au quoi ? Du lundi au jeudi, donc on est bien d'accord et là, la communauté d'agglomération demandait en plus d'éteindre le vendredi soir, c'est bien ça ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui, pour faire comme tous les autres en fait, pour être au même niveau que les autres.* »

Madame ETHUIN : « *Il me semblait que Le Cateau ou d'autres villages n'avaient pas accepté d'éteindre.* »

Monsieur le Maire : « *Oui mais ça a rechangé, il y en a d'autres, il y a eu un changement de décision et donc, pour être en accord avec tout le monde, on aurait dû éteindre le vendredi soir.* »

Madame ETHUIN : « *Donc actuellement, vous nous dites que chaque ville et village de toute la communauté d'agglomération du Caudrésis-Catésis éteignent les lumières, extinction des lumières du lundi au vendredi soir, tous ?* »

Monsieur le Maire : « *Non.* »

Propos inaudibles dans la salle

Madame ETHUIN : « *L'ensemble des communes éteignent aussi le vendredi soir ? Excusez-moi, mais c'est pas très clair.* »

Monsieur le Maire : « *En fait, le point de départ c'était des communes, on avait décidé d'éteindre tout le temps, il y a quelques communes qui ont dit non, moi je ne suis pas d'accord, je vais laisser allumer le week-end, dont nous.* »

Madame ETHUIN : « *Donc week-end, vendredi et samedi soir ou vendredi, samedi, dimanche. C'est quoi votre week-end ?* »

Monsieur le Maire : « *Vendredi, samedi et dimanche, c'est fermé. Et donc on a repris une délibération et nous, on a demandé à avoir un traitement à part, c'est à dire de rester allumé le vendredi.* »

Madame ETHUIN : « *Et donc vous allez devoir payer 27 000 € à la communauté d'agglomération le fait de compenser votre décision ?* »

Monsieur le Maire : « *Voilà, on va recevoir 27 000 € en moins de nos attributions de compensation.* »

Madame ETHUIN : « *Oui donc dans ces cas là, effectivement, je vais voter puisque moi, la deuxième fois, je m'étais opposé effectivement puisque je souhaitais garder l'éclairage de nuit, je vous dis que pour une question de sécurité la semaine, donc là, effectivement, si, vous demandez que le vendredi soir soit allumé, je vais quand même, par cohérence, voter cette délibération. Est-ce qu'on a un peu des résultats de, alors il y a le côté financier, mais il y a le côté sécuritaire, est-ce qu'on a eu une augmentation d'incivilités ? J'aurais peut-être dû demander ça à Monsieur, à la police municipale, non ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui mais c'est plutôt la gendarmerie la nuit.* »

Madame ETHUIN : « *Oui.* »

Monsieur le Maire : « *Alors on a une baisse des incivilités la nuit quand il n'y a pas d'éclairage parce que les jeunes...* »

Madame ETHUIN : « *... Parce que les délinquants ne voient pas...* »

Monsieur le Maire : « *... déjà pour marcher, moi je suis déjà rentré plusieurs fois après 23h, mais ils prennent leur portable pour regarder où ils marchent et ils ne pensent pas forcément à faire des conneries. Après, ils ne peuvent pas se rassembler dehors parce qu'il n'y a pas de lumière, donc ils se rassemblent chez quelqu'un. Voilà, donc il y a moins d'incivilités.* »

Madame ETHUIN : « *Et pour les gens qui travaillent la nuit pour rentrer chez eux ou autre, ce n'est quand même pas top non plus.* »

Monsieur le Maire : « *Ce n'est pas super marrant, moi je suis déjà rentré, après, j'ai une lampe de poche dans ma voiture.* »

Monsieur BAJODEK : « *ça n'a pas généré d'accident ?* »

Monsieur le Maire : « *Les accidents routiers, non, je ne pense pas.* »

Monsieur DEVIENNE : « *Non, il n'y a pas d'accident routier, c'est plus hors agglomération, effectivement, il y a une recrudescence actuellement sur le Cambrésis, mais c'est hors agglomération. Donc, quant aux crimes et délits, il n'y en a pas plus et généralement, ça se passe le jour et il faut admettre qu'en termes de contraventions, on n'a pas trop de statistiques sur le sujet. Donc ce qui est porté à notre connaissance, c'est ce qui arrive à la gendarmerie ou à la police municipale, mais les gens qui sont victimes et qui n'en parlent pas, malheureusement, on ne sait pas. Cela étant, il y a quand même des faits qui se produisent la nuit mais ça se produisait déjà avant.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022*

16. DÉROGATION À LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL SOLLICITÉE PAR LA SARL DUBOIS MARCEL

Madame Nathalie CHATELAIN, Conseillère Municipale, expose qu'en date du 20 octobre 2022, Monsieur le Maire a été saisi par Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai d'une demande d'avis du Conseil Municipal (dans le cadre des dispositions des articles L3132-20 – L3132-25-4 – R313217 du Code du Travail) portant sur une dérogation à la règle du repos dominical, sollicitée par la société SARL DUBOIS MARCEL sise 688 rue Gabriel Péri 59194 ANHIERS en vue de réaliser des

travaux de rénovation – plâtrerie - isolation le dimanche 30 octobre 2022 sur le site de LOREAL à Caudry, dimanche non compris dans la liste des 12 dimanches retenus par le Conseil Municipal en date du 22 septembre 2022.

Considérant qu'en l'absence d'autorisation de travail dominical, la réalisation des travaux dans les délais impartis serait impossible,

Considérant que s'il fallait réaliser les travaux un autre jour de la semaine, le bon fonctionnement de la chaîne de production serait compromis,

Considérant l'avis favorable émis par les 4 salariés de la SARL DUBOIS MARCEL en date du 12/10/2021,

Madame CHATELAIN propose :

- d'émettre un avis favorable à la demande de dérogation au repos dominical sollicitée par la SARL DUBOIS MARCEL pour le dimanche 30 octobre 2022.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice Relations publiques, Évènementiel, Vie économique locale, Emploi

Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022

Cet ajout a été accepté au préalable par le Conseil Municipal à l'unanimité

17. DÉROGATION À LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL SOLLICITÉE PAR SICOS & CIE

Madame Nathalie CHATELAIN, Conseillère Municipale, expose qu'en date du 26 octobre 2022, il a été saisi par Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai d'une demande d'avis du Conseil Municipal (dans le cadre des dispositions des articles L3132-20 – L3132-25-4 – R313217 du Code du Travail) portant sur une dérogation à la règle du repos dominical, sollicitée par la société SICOS & Cie sise Avenue Henri LEFEBVRE BP 189 59544 CAUDRY en vue de superviser l'intervention des entreprises extérieures le dimanche 30 octobre 2022 sur le site de 7h30 à 18h, dimanche non compris dans la liste des 12 dimanches retenus par le Conseil Municipal en date du 22 septembre 2022.

Considérant qu'en l'absence d'autorisation de travail dominical, la réalisation de ces travaux ne pourraient se réaliser en toute sécurité et dans la maîtrise de la pollution du site de fabrication,

Considérant que s'il fallait réaliser les travaux un autre jour de la semaine, le bon fonctionnement de la chaîne de production serait compromis,

Considérant l'avis favorable émis par les 6 salariés de la SICOS & Cie en date du 10/10/2022,

Madame CHATELAIN propose :

- d'émettre un avis favorable à la demande de dérogation au repos dominical sollicitée par la SICOS & Cie pour le dimanche 30 octobre 2022.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice Relations publiques, Évènementiel, Vie économique locale, Emploi

Délibération transmise en sous-préfecture le 28/10/2022

INFO 1 :

Arrêté de Monsieur le Maire :

- Concession funéraire 4371 – Rétrocession à la ville de Caudry

Monsieur le Maire : « *Ce sont des gens qui nous demandent, qui ne veulent plus de leur concession, qui ont certainement choisi un autre mode... donc il nous demande de reprendre leur concession et je vais laisser la parole à Madame BACCOUT qui va vous donner quelques éclaircissements sur la loi.* »

Madame BACCOUT : « *Oui donc la loi évidemment, permet cette reprise de concession par la Ville dès lors que la concession est vide de toute sépulture, Madame Vannier vous confirmerait et lorsqu'une concession est reprise par la collectivité, elle n'est rétrocédée à la collectivité qu'aux deux tiers de sa valeur, puis que lorsqu'elle est achetée par le concessionnaire, elle est achetée à un prix dont le tiers part dans les caisses du CCAS et ce versement reste immuable, il ne peut pas être remboursé, c'est la loi qui le prévoit.* »

Monsieur le Maire : « *Merci Madame BACCOUT.* »

Décision de Monsieur le Maire

- Fixation des tarifs de location des stands du marché de Noël

Monsieur BAJODEK : « *Monsieur le Maire, ils seront autorisés à mettre des chauffages d'appoint dans les ...* »

Monsieur HISBERGUE : « *Non, chaque année, c'est interdit et de temps en temps on est obligé de rappeler ce point du règlement.* »

Monsieur BAJODEK : « *La journée comme ça, ils doivent avoir sacrément froid.* »

Monsieur le Maire : « *C'est surtout pour des questions de sécurité.* »

Monsieur HISBERGUE : « *Stand qui est toujours chaud avec les crêpes et les gaufres, il fait toujours chaud, mais d'autres stands, c'est plus délicat, oui.* »

Affaire suivie par :

Madame VANNIER, Responsable État civil, Élections et Affaire Générales

Madame SZOPA, Directrice Relations publiques, Événementiel, Vie économique locale, Emploi

INFO 2 : ADACI – BILAN D'ACTIVITÉ TECHNIQUE ET SOCIAL POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2022

Voir Annexe INFO 2

Monsieur RIQUET : « *Je vais vous présenter le bilan d'activité pour le premier semestre 2022 concernant ADACI. Je vous rappelle Association de Développement d'Ateliers Chantier d'Insertion.*

Donc la première partie concerne le bilan technique, toutes les interventions au niveau de la ville, ce qui représente à peu près un peu plus de 16 sites concernant le désherbage et l'entretien des quartiers, vous avez la liste des quartiers, mais également les travaux de propreté urbaine qui sont aussi importants, vous les voyez souvent dans Caudry, dans différentes rues, nettoyage de caniveau, etc. Après je saute quelques pages, vous avez aussi les activités et les chantiers hors Caudry, c'est à dire les chantiers qui concernent toute l'agglomération, le territoire de l'Agglo Caudrésis-Catésis, donc ADACI est appelé également à intervenir dans les différentes communes. Vous avez le tableau qui vous indique la répartition.

On arrive maintenant donc au bilan, au point social, au bilan social, donc vous avez 48 personnes qui ont été salariées en contrat CDDI, c'est un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion.

17 personnes entrées en 2022, sorties en 2022, au cours de l'année.

La caractéristique des personnes des salariés : 54 % des personnes sont domiciliées sur Caudry, ce qui représente 26 personnes, 10 % sur Le Cateau soit 5 personnes et 36 % sur les autres communes, 17 salariés.

Donc d'autres infos concernant également l'aspect social, les caractéristiques sociales, les publics salariés sur ce chantier sont tous des publics en difficulté d'insertion. On peut même dire que près des trois quarts sont en très grande difficulté.

La répartition, 44 hommes, ce qui a fait 91,6 %, les femmes 4 femmes.

Les tranches d'âges, donc les tranches d'âge, strictement moins de 30 ans, vous avez 8 personnes, entre 30 et 49 ans, vous avez 31 personnes, au delà de 50 ans, vous avez 9 personnes, donc on s'aperçoit vraiment que la quantité, l'effectif le plus important concerne les 30-49 ans. Il n'y a pas de salariés de moins de 26 ans parce que les salariés de moins de 26 ans ont d'autres, comme la Mission locale donc ils n'ont pas à apparaître dans ce bilan.

Le niveau de formation : niveau BTS et DUT 3 personnes, CAP-BEP acquis 5 personnes, CAP ou BEP le niveau simplement 5 personnes. La formation du niveau bac, 4 personnes. Les pas de formation, au-delà de la scolarité obligatoire 6 personnes et les qualifications non certifiantes 5 bis. »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur RIQUET : « *Oui, oui c'est parce que je ne vais pas vous lire le tableau complètement d'accord.*

Donc en fait, sous-total, vous avez donc 29 personnes pour un total de 48. Ce qui montre quand même que plus de la moitié des personnes entrées ont un niveau inférieur... et là, il y a un gros travail à faire tout au long de l'année.

La situation au regard de l'emploi : sans emploi depuis moins d'un an : 9 personnes, sans emploi depuis 1 an - à moins de 2 ans : 5 personnes et sans emploi depuis 2 ans et plus : 34 personnes, dont 2 non inscrits à Pôle emploi. On s'aperçoit donc là, effectivement encore, c'est ce que je disais tout à l'heure, la grande précarité au niveau des salariés d'ADACI.

Donc on en arrive au public prioritaire, c'est la conséquence, de ce qu'on vient de dire, les bénéficiaires du RSA, le RSA socle, qui correspond donc à 35 personnes, ça fait 72,9 %, le RSA socle PPAE donc cela veut dire qui concerne le pôle emploi, on a des personnes au RSA qui sont suivies par des référents RSA du département, on peut avoir des personnes qui sont au chômage mais qui ont travaillé auparavant et qui sont en relation directe avec le pôle emploi. Après les bénéficiaires de l'ASS, c'est l'Aide Solidarité Spécifique qui est un petit peu supérieure au RSA, à peu près 20 € et là qui concerne des personnes qui ont travaillé. Après TH 4 %, si vous savez ce que ça veut dire TH, ce n'est pas la taxe d'habitation, je ne sais pas.

Donc les résidents en QPV, Quartier Prioritaire de la Ville, 3 personnes, ce qui est peu, on aurait pu penser plus. Voilà.

Enfin, l'analyse des sorties, ce qu'on appelle les sorties positives signifie que ces sorties vont vers un emploi où les personnes sont en formation. Donc ici actuellement, les prévisions pour cette année, ADACI prévoit un taux d'insertion global prévisionnel pour ce territoire et pour l'année 2022 sera de 81 %, dont 34,6 % d'emplois à 3 mois, ça veut dire que les personnes sortent avec une certitude d'avoir un emploi dans les trois mois. Alors voilà et ADACI est largement au-dessus des prévisions. »

Madame ETHUIN : « *On a le droit de poser des questions Monsieur le Maire ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui.* »

Madame ETHUIN : « *Donc tout d'abord les CDDI c'est sur une durée de combien de temps? Les CDDI c'est des durées de combien de temps?* »

Monsieur RIQUET : « *CDDI, ça dépend le contrat qui est fait au départ.* »

Madame CAILLAUX : « *C'est 4 mois renouvelables jusqu'à 24 mois.* »

Monsieur RIQUET : « Maximum c'est 24. »

Madame ETHUIN : « D'accord. Ce sont des contrats de combien d'heures semaines ? »

Monsieur le Maire : « 24 heures. »

Madame ETHUIN : « 24 h semaine et au bout des 2 ans, au bout du temps réglementaire du contrat de la personne, est ce qu'ils peuvent re-prétendre à s'inscrire à Pôle emploi et à avoir du chômage ? »

Madame CAILLAUX : « Oui. »

Monsieur RIQUET : « Oui, mais en fait, on parle de sorties positives donc s'il y a 71 % de personnes jusqu'au 30 juin, sortie positive, c'est à dire, elles ont soit ... »

Monsieur le Maire : « ... un emploi, soit une formation longue ... »

Monsieur RIQUET : « ... un travail, soit elles sont en train de faire une formation qualifiante. »

Madame ETHUIN : « Oui, mais enfin, excusez-moi, mais malheureusement on sait très bien que les formations qualifiantes combien en pourcentage de personnes après leur formation qualifiante obtiennent un emploi... enfin c'est... »

Monsieur RIQUET : « Oui mais vous avez quand même des formations qui sont rémunérées et puis elles se rendent sur le marché de l'emploi. Il y a quand même beaucoup d'emplois qui sont disponibles sur le secteur. »

Madame ETHUIN : « Je le souhaite, je le souhaite mais c'est vrai que ça reste, c'est pareil, des contrats de 24h, il n'y a jamais de contrat au-delà de 24h parce que ça reste quand même 24h, des contrats relativement précaires, je veux dire, surtout quand on voit effectivement la population, on est à plus de 91 % d'hommes.... »

Monsieur le Maire : « ... Oui Madame ETHUIN, je me permets, pourquoi des contrats de 24h ? C'est parce que malheureusement ces gens-là ont beaucoup de leviers, comment dire de choses à lever, de freins à lever, au niveau de leur logement ils cherchent un logement, au niveau de leurs papiers, ils ne sont pas à jour, au niveau médical, ils ne sont pas à jour, etc c'est pour ça que c'est des contrats de 24 h, puisque pour qu'après ils puissent faire leurs démarches administratives. »

Monsieur RIQUET : « Elles sont vraiment éloignées de l'emploi, elles sont en très grande difficulté, donc c'est vrai que s'il n'y a pas d'accompagnement social à côté pour justement régler ces questions de papiers, il y en a qui n'ont plus leur carte d'identité, il y en a qui n'ont plus, il faut ouvrir un compte... »

Madame ETHUIN : « ... Non, non, mais je l'entends bien mais c'est pour dire que 24h semaine, ça reste des contrats très précaires avec donc des revenus extrêmement faibles comme j'expliquais, ça reste quand même 90 % d'hommes, pour beaucoup, ils ont des familles à charge et donc ça reste quand même des emplois et des revenus qui restent très modestes pour eux. »

Madame CAILLAUX : « Souvent ils ont la prime d'activité qui continue à côté. Ils continuent à percevoir une partie du RSA. »

Monsieur RIQUET : « ça peut être cumulé, mais ils sont vraiment dans une démarche d'insertion et

elles sont très très éloignées de la formation, pour eux, reprendre une formation, même une remise à niveau, c'est déjà ... »

Monsieur le Maire : « ... et après, bon c'est vrai que c'est particulier, je fais des permanences régulières et l'autre fois je recevais un Monsieur qui est entré chez ADACI et qui est très content, il me disait "Moi chez moi, je tourne en rond, j'ai l'impression d'être inutile. Faites-moi travailler gratuitement." Je lui ai dit, j'ai pas le droit, Monsieur, de vous faire travailler gratuitement. Mais il me dit "Moi, je veux me sentir utile. Faites-moi traverser les gamins à l'école, etc j'ai l'impression d'être inutile", donc c'est déjà de le rendre une dignité et puis, après de lever les freins à la mobilité, lever les freins au logement, etc, c'est vachement important quand même. »

Monsieur RIQUET : « Mais on les voit, ceux qui travaillent dans la ville... »

Monsieur BAJODEK : « On peut surtout saluer le boulot énorme qu'ils abattent parce que mine de rien, eux aussi, indirectement, ils sont beaucoup dans la quatrième fleur, parce que c'est vrai que si les abords de ville sont si propres, c'est aussi parce qu'au quotidien, inlassablement, ils sont sur le terrain. »

Monsieur RIQUET : « Ils sont très contents d'être en ville et pouvoir discuter aussi, ils sont valorisés, de discuter avec la population qui est là... »

Monsieur le Maire : « Et c'est vrai ce que ce que dit Monsieur BAJODEK, c'est vrai que c'est important et j'allais vous en parler justement. Bon, on a voulu dès la première année, on a voulu les associer à notre repas de Saint-Éloi pour qu'ils se sentent dans la famille de la ville, donc ils viennent à notre repas de Saint-Éloi depuis le début. Et puis là, c'est bien que vous en parliez, on a décidé avec les collègues de la majorité, d'offrir une prime aux gens, au service espaces verts, voirie, à tous les gens qui ont contribué à la quatrième fleur, de leur offrir une prime, ce n'est pas une prime énorme, c'est 100 € mais c'est important de le faire pour les remercier. Et puis nous avons choisi pour ADACI, on a dit, on ne va pas laisser ADACI sur le côté et ce matin, on était en comité technique et on a décidé donc de leur offrir un bon d'achat de 30 € à tous les gars d'ADACI, tous les gars et filles d'ADACI de 30 € et 4 places de cinéma pour les remercier également. Donc 30 € qui seront utilisables chez nos commerçants. Voilà, bon, Messieurs, Dames. »

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

Monsieur BAJODEK : « Si c'est possible d'intervenir ? »

Monsieur le Maire : « Oui »

Monsieur BAJODEK : « Alors c'est pour vous relater une situation qui m'embête un petit peu. Je vois donc le beau Kakémono de Caudry, de notre label Ville active et sportive, des 2 lauriers, éventuellement du troisième auquel on pourra prétendre dans un futur proche, en tout cas, on le pourrait légitimement au regard des efforts qui sont faits sur les équipements. Dans le cadre la configuration du complexe sportif Sandras, je ne me suis jamais opposé aux différents équipements qui étaient faits, notamment au niveau des cours de tennis extérieurs en béton poreux. Vous êtes même allé plus loin que ce que proposait à l'époque ce projet-là, ce montage, dans la mesure où les cours intérieurs de tennis, qui étaient extrêmement vétustes, ont également fait l'objet d'un lifting total pour plus de 300 000 € donc maintenant, on a 2 beaux terrains en résine. et puis récemment, j'ai appris comment dire, ...donc ville active et sportive, c'est donc la possibilité d'avoir un très haut niveau d'équipement, bon, ça, je ne vais pas faire l'énumération de tous les équipements sportifs que connaît la ville mais Dieu sait qu'ils sont nombreux d'une part, et à côté

aussi de favoriser la pratique pour tous. Et là, je voudrais justement sensibiliser le conseil sur quelque chose qui ne me paraît pas, très bénéfique à l'image de la ville, c'est le fait que le club de tennis refuse de prendre de nouveaux adhérents. Alors il met en avant le fait qu'il ne peut plus en prendre parce qu'il a déjà suffisamment d'adhérents, donc j'ai fait un rapide comparatif entre le nombre, moi-même j'ai demandé si vous voulez, pour être tout à fait transparent, à adhérer au club, donc j'ai demandé là récemment ce qui fait que les inscriptions normalement sont closes au 1^{er} septembre, enfin en tout cas, c'est ce que l'association pratique comme règle, mais bon, je me dis que quelqu'un qui arrive dans une nouvelle ville en cours d'année, il a le droit de pratiquer du sport, on ne va pas lui interdire d'aller à telle ou telle activité sportive donc pour le coup, de ne pas pouvoir bénéficier des cours collectifs ou de choses comme ça, j'entends tout à fait mais le simple accès aux installations, je trouve que c'est quand même un peu malheureux de ne pas permettre à un contribuable caudrésien comme moi par exemple, d'avoir accès aux différents cours qu'on a fait justement pour la pratique sportive de tous au motif qu'effectivement a priori, alors je ne remets pas en cause leurs arguments, je dis juste que ça mérite quand même d'avoir un certain regard, je pense, du conseil municipal, il y aurait déjà trop d'adhérents pour le site. Mais bon, un site comme ça qui comprend 4 terrains et quand on fait le comparatif avec ce qui se passe dans des clubs comme Anzin, comme Bondues, que je me suis permis d'appeler justement pour être sûr que voilà mes propos, que ce n'était pas une vision tronquée de la chose, je pense qu'ils peuvent avoir bien plus que le nombre d'adhérents qu'ils font là et quand demain on se voudra justement ville active et sportive, ouverte à tous, où on voit que la ville fait des efforts quand même considérables en terme d'investissements et d'infrastructures et qu'à côté de ça, une association s'arroge le droit de dire non, on ne prend plus personne parce qu'ils m'ont dit que je n'étais pas le seul dans ce cas, si vous voulez donc c'est quand même assez inquiétant parce que si vous faites des nouveaux équipements, que vous créez une attractivité et que vous fermez ensuite la porte aux Caudrésiens ou aux gens de l'extérieur, après je ne sais pas, je n'ai pas eu le détail des personnes qui avaient été refusées, je trouve que c'est vraiment dommage et que ça va un petit peu à l'encontre de ce que la Ville essaye de porter comme projet à travers justement cette volonté d'être labellisée, d'être ville active et sportive. Et donc voilà, il me semblait, j'ai la possibilité de le faire puisque le conseil municipal est indirectement une tribune, il me semblait intéressant de pouvoir vous sensibiliser justement sur cet état de fait et puis de savoir si justement vous avez eu d'autres personnes qui étaient venues dire c'est vraiment dommage qu'on ne puisse plus accueillir de nouveaux tennismen au niveau du TCC. Voilà. »

Monsieur le Maire : « Oui c'est vrai que votre intervention est tout à fait louable. Nous, on n'a pas, moi, à ma connaissance, les gens de la commission Sports, vous avez eu des remontées dans ce sens ? Je ne sais pas. Mais c'est possible parce qu'effectivement, le fait qu'on ait refait les terrains, il y avait plein de gens qui étaient partis parce que le procédé terbal ne leur convenait plus, parce que vous savez que s'il y a beaucoup de poussière, donc les gens respiraient de la terre battue régulièrement, les gamins voulaient plus aller dans l'école de tennis parce que les chaussettes étaient irrécupérables et puis les parents quand leur petit se mouchait, il se mouchait orange donc les parents s'inquiétaient. Et c'est vrai que ça a eu un effet booster puisque, au dernier tournoi qui a eu lieu ce week-end, ils étaient 191 participants et avant le dernier qu'ils avaient fait, ils étaient 77 je crois, donc ils ont vraiment explosé mais après, effectivement, on peut les sensibiliser. Alors vous pouvez louer, on s'était mis d'accord avec eux, les terrains extérieurs, forcément, en ce moment, il se fait à peu près frais. »

Monsieur BAJODEK : « Là encore, ce que je trouve un petit peu dommage si vous voulez par rapport à ça, c'est que techniquement, on donne la possibilité à une association qui n'est pas propriétaire des infrastructures d'intervenir dessus. Moi, j'ai toujours dit que le sport, une salle de sport, des choses comme ça, ce qui fait qu'elle est amortie, par exemple, c'est qu'elle est utilisée, par rapport à ça, je déplore par exemple qu'il n'y ait pas plus parce que c'est un sport sympathique le tennis, d'actions envers les écoles. Je déplore un petit peu justement, vu que c'est la pratique

pour tous qu'on ne puisse pas avoir une plus grande diversité. Après, je veux bien comprendre qu'il puisse y avoir pour les pratiquants un certain confort. Là encore, si vous voulez, à chaque fois, c'est une question d'équilibre à trouver et je ne viens pas là comme ça si vous voulez, pour faire une révolution au travers de tout ça. Mais pour le coup, si certains clubs arrivent à avoir 200 adhérents avec 4 terrains et que eux, ils sont en peine au-dessus de 100, il y a quand même des questions à se poser et je vous dis quand vous prenez les terrains en métropole, enfin, j'ai les comparaisons avec pas mal de chiffres, pas mal de clubs, c'est assez éloquent ce que j'explique et il y a la place pour, donc je ne sais pas si par rapport à ça, la ville se dit non, c'est l'association et elle fait ce qu'elle veut, mais enfin, quand on a plusieurs centaines de milliers d'euros qui ont été investis dedans, je trouve que c'est quand même dommage que de manière un peu arbitraire à mon sens, on puisse écarter certains contribuables caudrésiens dont je fais partie du bénéfice et de l'accès à ces installations sportives. Vous êtes le premier à avoir dit la piste d'athlétisme, je la laisse ouverte parce que ça profite à tous et j'ai toujours souligné qu'effectivement, il manquerait plus que ça qu'un contribuable caudrésien ne puisse pas profiter de sa piste d'athlétisme. Donc partant de ce principe, voilà, il me semblait nécessaire quand même de sensibiliser par rapport à ça et voilà, je m'interdis pas non plus, éventuellement, le cas échéant, de le faire remonter au niveau de différentes instances mais je ne voudrais pas non plus m'inscrire en contre courant des efforts qui sont faits par la ville par rapport justement à ce label ville active et sportive. »

Monsieur le Maire : « Après, on a tous les éléments et puis de toute façon vous êtes au courant parce que vous faites partie de la commission sports, mais je crois qu'il y a quand même un bon paquet, une grande majorité de Caudrésiens quand même dans les licenciés. »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur ROUSSEAU : « On est quand même vigilants avec Claude quand on reçoit les différentes demandes de subventions, on regarde le ratio caudrésiens, non caudrésiens, ça fait partie des choses qu'on voit avec eux. Après ce que vous relatez Monsieur BAJODEK, je pense qu'effectivement il faut qu'on y soit, il faut peut-être qu'on y regarde, on va se pencher sur la question et voir effectivement. Après, OK sur le principe, des installations ouvertes à tous, après sous aussi respect qu'elles soient bien entretenues et c'est ce pourquoi aussi à un moment donné, certaines installations ne peuvent pas être ouvertes à tous, certaines salles de sport on ne les ouvre pas forcément à tous les Caudrésiens, elles sont ouvertes par des clubs... »

Monsieur ROUSSEAU : « ... mais là je ne reviens pas sur un cadre plus général si vous voulez, on était juste effectivement, sur cet accès là, l'accès est pareil, l'association dit c'est 175 € pour accéder aux installations, enfin, par rapport à ça, il y a des choses qui sont tout à fait normal une fois de plus, l'idée n'est pas de faire une révolution et on a tous salué aussi parce que là encore en termes d'attractivité, et c'est pour ça que je souhaitais intervenir aussi ce soir, la possibilité de réaliser les deux cours de paddle extérieur et là, Dieu sait une fois de plus que ça va nous faire un retour pour commencer à un rayonnement pour la ville donc ça, on ne peut que s'en féliciter, une attractivité plus forte et plus de personnes susceptibles aussi de venir s'inscrire. Alors je ne sais pas puisque que ça n'avait pas été tout à fait tranché si justement, il appartiendra au club de tennis de gérer le paddle ou si une association idoine verra le jour. »

Monsieur le Maire : « Non, ce ne sera pas le club de tennis qui va gérer. »

Monsieur BAJODEK : « D'accord, parce que là aussi, en fait, on aurait pu penser qu'avoir un accès, surtout vu du prix de l'accès aux installations, aurait pu permettre au contribuable de jouer tantôt au paddle, tantôt au tennis. Il y aurait une certaine continuité aussi dans tout ça. »

Monsieur le Maire : « Non, mais on va, ce n'est pas le sujet de ce soir mais on va, on a bien noté.

Docteur, vous allez interpellé peut-être Monsieur le Président, pour... »

Monsieur DOYER : « (début de propos inaudible) donc je l'ai encore rencontré, donc dimanche au tennis, c'est vrai qu'il n'y a beaucoup de monde, au tennis à la finale féminine, je crois que nous étions deux, Aurélien et moi, finale masculine je suis arrivé presque à la fin parce que j'étais sur d'autres manifestations, je vais donc poser la question à Monsieur le Président des raisons pour lesquelles il est obligé de fermer la porte en quelque sorte, simplement dire qu'il s'agit d'un sport individuel, c'est à dire que ça consomme du temps, on ne peut pas le comparer avec la piste d'athlétisme où on peut être presque autant de monde que l'on veut sur la piste donc il y a peut-être des raisons. Et puis ensuite, l'autre raison peut être, et donc Jeremy vient de le souligner, c'est que comme l'accès mérite quand même une certaine, un certain contrôle, une certaine surveillance, est ce que même si les gens ont réservé la salle, même si les gens ont réservé de 3h à 4h par exemple, on imagine mal, surtout l'intérieur quand même, qui est une salle assez belle, on imagine de la laisser ouverte à des gens qui l'auraient réservée et à la fin de la journée, on s'apercevra qu'il y aura des dégradations, s'il y a personne pour surveiller, ça risque quand même de poser des problèmes, ce ne sera jamais la responsabilité de personne et donc cela supposerait que Monsieur le Président et son club soient en mesure d'organiser une certaine surveillance. Or, j'ai assisté à la réunion de l'assemblée générale donc du tennis mais c'est vrai pour beaucoup d'autres associations, je crois qu'en dehors des membres du conseil municipal qui y étaient, il y avait peut-être 10 personnes. Je pense que Monsieur le Président aura du mal à trouver des personnes qui voudront bien, sinon surveiller, du moins venir jeter un œil parce que quelle sera l'attitude des personnes qui comme vous allez arriver alors qu'une dégradation aura été commise? Manifestement, ce n'est pas de votre faute. Comment allez-vous procéder? Vous allez appeler un huissier? Vous allez quoi faire ? »

Monsieur BAJODEK : « Mais en fait, je vais vous répondre, ce qu'il y a de bien, c'est qu'avec les avancées aujourd'hui, il y a les contrôles d'accès par badge qui sont prévus et donc chacun a son identité sur le badge donc par rapport à ça, ça limite effectivement les possibilités. Après, c'est toujours la même chose, le club éventuellement dit je mets à disposition les terrains dans des horaires raisonnables. Là le fait simplement si vous voulez, moi, de toute façon, j'ai un emploi du temps contraint, je ne vais pas aller m'amuser à jouer 30 heures par semaine, c'était juste de se dire il y a des beaux clubs à Caudry, s'il me prend l'envie de jouer, je dois être, comment dire, je dois payer mon droit d'accès aux installations, donc moi, je venais un peu dans cette idée là, s'il y a des cours qui sont disponibles, je rajouterai un petit peu et puis je ferai les cours. Bon, là, le fait est qu'on me dit que c'est absolument pas possible parce qu'on est déjà plein. Bon, d'accord, je l'entends, mais en comparant avec les autres clubs, donc ils ont sensiblement les mêmes problématiques et tous les arguments que vous avez fait valoir aujourd'hui, je me rends compte et là pour le coup les chiffres ne mentent pas qu'ils sont bien plus nombreux, partant de ce principe, quand on se veut effectivement une ville sportive avec des installations accessibles à tous dans la limite du raisonnable, il est de mon devoir aussi, en tant que conseiller et contribuable, de dire attention, je trouve que là, pour le coup, on ne tire pas tous dans le même sens. »

Monsieur ROUSSEAU : « Vous avez raison Monsieur BAJODEK, on va regarder la question, on va se pencher sur le sujet. »

Monsieur le Maire : « Oui et sensibiliser le président là-dessus. »

Monsieur DOYER : « Oui je l'appelle demain mais il se peut que les clubs que vous avez contactés, la structure de tennis, de tennis couvert, par exemple, qui est peut-être plus fragile, il se peut qu'il y ait la possibilité d'une surveillance par un concierge du terrain qui soit là pour jeter un œil parce que auriez-vous un badge d'entrée, vous saurez que Pierre et Paul étaient là de 4h à 5h et que c'est Jacqueline et Micheline qui sont arrivés ensuite mais cela ne vous donnera pas malgré tout la

clé si des dégradations ont pu être commises puisqu'en fait, il s'agit de ça. »

Monsieur BAJODEK : « On s'inscrit si vous voulez sur le site en disant effectivement, Pierre et Paul prendront le cours de treize à 14h, Jacqueline et Roseline ensuite de 14 à 15, enfin après elle joue avec qui elle veut et voilà. »

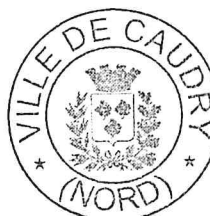
Monsieur DOYER : « D'accord, enfin demain vous aurez la réponse, demain j'appelle Monsieur le Président. »

Monsieur le Maire : « C'est bon, Messieurs, Dames ? Donc l'ordre du jour est épuisé. On se retrouve quand Madame BACCOUT ? »

Madame BACCOUT : « Le 17 novembre Monsieur le Maire. »

Monsieur le Maire : « Le 17 novembre, Messieurs, Dames, dans la joie et la bonne humeur, comme d'habitude. »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h30.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT